

PRINTEMPS 1986
VOLUME 1 NUMÉRO 1

INSTITUT
CANADIEN POUR
LA PAIX ET
LA SÉCURITÉ
INTERNATIONALES

PAIX ET SÉCURITÉ

GUERRE DES ÉTOILES

*Canada, NORAD
et défense
continentale*



Dans le présent numéro:

David Cox, spécialiste de la défense, prévoit un rôle différent pour le Canada au sein du NORAD si les États-Unis s'engagent dans l'IDS.

Tim Drainin, spécialiste des affaires centraméricaines, exprime des doutes quant à la force de la "nouvelle démocratie" au Guatemala.

Paul Marantz, spécialiste de la politique étrangère soviétique, nous exhorte à ne pas trop attendre des conférences au sommet.

■ Voici le premier numéro d'une revue que publiera tous les trois mois l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales. L'Institut est une société d'État et il fonctionne grâce à une subvention annuelle du Parlement. L'organisme ayant pour mandat d'accroître la connaissance et la compréhension des questions qui touchent la paix et la sécurité internationales, nous avons décidé de publier de l'information et des analyses sur ces thèmes, sous diverses formes : des exposés généraux destinés au grand public ; des cahiers plus longs et plus spécialisés ; des nouvelles brèves ; et enfin, la présente revue trimestrielle.

La revue contiendra des articles spéciaux sur des sujets correspondant à nos domaines de recherche et des chroniques régulières qui permettront au lecteur de suivre l'évolution des dossiers au Canada et à l'étranger et le tiendront au courant de nos propres activités. Il existe bien sûr beaucoup d'autres sources d'infor-

mation et d'analyse sur les questions de paix et de sécurité, particulièrement aux États-Unis. Mais au pays, le public désire de plus en plus examiner ces problèmes selon une perspective canadienne et remettre en question les solutions proposées jusqu'ici.

L'Institut finance la publication de magazines et de rapports de conférences réalisés par divers autres organismes canadiens. Nous aurions pu décider d'en rester là. Mais, tout comme nous croyons que la création d'un nouvel institut – le nôtre – permettra au Canada de contribuer d'une façon plus démocratique et plus avisée à la réalisation de la paix et de la sécurité dans le monde, de même nous espérons que cette revue deviendra le témoin dynamique et fidèle du débat engagé au sujet de la paix et de la sécurité, dans une perspective canadienne.

Geoffrey Pearson,
Directeur général

**INSTITUT
CANADIEN POUR
LA PAIX ET
LA SÉCURITÉ
INTERNATIONALES**

307, rue Gilmour
Ottawa (Ontario)
K2P 0P7
(613) 990-1593

■ *Paix et sécurité* paraîtra tous les trois mois; ce bulletin vise à informer la population canadienne sur les activités de l'Institut et à favoriser l'expression de toutes les opinions ayant cours au pays sur les questions susmentionnées. Les opinions formulées dans chaque article sont exclusivement celles de l'auteur. N'hésitez pas à nous faire part de vos observations et idées.

Les textes de ce bulletin peuvent être reproduits, pourvu que la source en soit mentionnée.

Bureau de rédaction

Geoffrey Pearson, Nancy Gordon,
David Cox.

Rédactrice

Dianne DeMille

Présentation et production

The Spencer Francey Group,
Toronto/Ottawa

Version française

Sogestran inc. (Denis Bastien)

ISSN 0831-1846

**Membres du conseil
d'administration**

William Barton, *Président*
Margaret Fulton, *Vice-présidente*
Norman Alcock
Christoph Bertram
George Bell
Harriet Critchley
Gwynne Dyer
William Epstein
Albert Legault
Joanna Miller
Geoffrey Pearson
John Sigler
Paul Warnke
Lois Wilson
Gerald Wright

TABLE DES MATIÈRES



2 **GUERRE DES ÉTOILES:**

Canada, NORAD et défense continentale. Par David Cox

4 **GUATEMALA, 1986:**

Les chances de Cerezo. Par Tim Draimin

6 **RELATIONS EST-OUEST:**

Les conditions d'un réchauffement durable. Par Paul Marantz

■ **M. David Cox** est Directeur de la recherche à l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales; **M. Tim Draimin** est le spécialiste de l'Amérique centrale au Jesuit Centre for Social Faith and Justice, à Toronto; **M. Paul Marantz** donne des cours sur la politique étrangère soviétique, à l'Université de la Colombie-Britannique; **M. John Walker** est journaliste et membre associé de l'Institut, et **M^{me} Boulden** est auxiliaire de recherche à l'Institut. **M. Gregory Wirick** est un journaliste pigiste.

8 **LETTRE DE CHINE** *Par John Walker*

9 **CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS** *Par Jane Boulden*

10 **EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE** *Par Gregory Wirick*

11 **NOUVELLES DE L'INSTITUT**

12 **BIBLIOGRAPHIE**

GUERRE DES ÉTOILES:

Canada, NORAD et défense continentale. Par David Cox

■ Rien n'est plus comme avant, tant en ce qui concerne la défense du continent nord-américain que la coopération de longue date entre le Canada et les États-Unis au sein du NORAD. En gros, tous les témoins qui ont été entendus par le Comité permanent sont tombés d'accord sur ce point.

■ Mais lorsqu'il s'est agi de définir les changements en cours et la position que le Canada devrait adopter, le Comité, chargé de conseiller le gouvernement sur le renouvellement de l'accord NORAD en mai, s'est trouvé en présence d'avis très partagés. Les uns pensent que le Canada perdra de son influence et "manquera le coche" s'il ne réussit pas à se tailler une place de choix au sein du système de défense du continent; les autres craignent que le renouvellement de l'Accord entraîne le Canada dans la Guerre des étoiles.

À beaucoup de points de vue, ces questions vont au-delà du simple renouvellement de l'accord NORAD, mais comme l'échéance de ce dernier coïncide avec la tenue de débats sur la défense stratégique aux États-Unis et dans d'autres pays, les Canadiens semblent penser que le NORAD est devenu étroitement associé à l'Initiative de défense stratégique (IDS). Il ne serait donc pas inutile de faire un peu la lumière sur le débat et de se poser pour cela les questions suivantes:

Qu'est ce que le NORAD et qu'a-t-il permis d'accomplir dans le passé? Qu'y a-t-il de nouveau pour que l'avenir du NORAD soulève autant de controverses? Quel rôle serait-il appelé à jouer si les Américains déployaient leur système de défense stratégique? Quels choix s'offrent au Canada?

Histoire du NORAD

Lorsque fut signé en 1958 l'Accord sur la défense du continent nord-américain (NORAD), la principale menace stratégique qui pesait sur l'Amérique du nord était le bombardier soviétique piloté. Plus précisément, pour pouvoir prendre des

mesures de dissuasion efficaces, les forces de bombardement américaines devaient être prévenues suffisamment tôt pour pouvoir faire le plein, s'armer et décoller avant l'arrivée de l'agresseur. En même temps, l'Aviation militaire américaine déployait un important réseau de défense aérienne afin de protéger la population civile. Pour ces deux raisons, et afin d'obtenir un mécanisme d'alerte le plus efficace possible, on décida d'installer des radars le plus au nord possible du continent. C'est ainsi que fut mis en place le Réseau d'alerte lointaine (DEW) d'un bout à l'autre du Canada septentrional, prolongé en mer au moyen de vedettes équipées de puissants radars.

Les signataires du NORAD ne se contentèrent pas de se doter d'un système d'alerte. Ils allèrent beaucoup plus loin en décidant de placer les appareils d'interception américains et canadiens affectés à la défense du continent sous un seul et même commandement, à la tête duquel se trouveraient un commandant en chef américain (le CINCNORAD) et un commandant adjoint canadien. On pensait qu'avec un commandement intégré il serait plus facile aux deux pays de recueillir l'information radar et de communiquer avec les stations terrestres de contrôle et les appareils d'interception chargés de repousser l'attaquant.

Des changements importants s'opéraient déjà au moment où se déroulaient les négociations sur l'accord NORAD. La menace la plus pressante qui se présentait à l'époque était celle du missile balistique intercontinental (ICBM), arme beaucoup plus redoutable que le bombardier piloté et contre laquelle le réseau DEW ne pouvait pas grand-

chose. Pour se prémunir contre les attaques de missiles, les Américains mirent au point le Système de pré-détection des missiles balistiques (BMEWS) et installèrent des radars d'alerte en Grande-Bretagne et au Groënland. Peu après, les États-Unis déployèrent également dans l'espace des systèmes d'alerte capables de repérer les bases et les lancements de missiles à l'aide de capteurs et d'appareils photographiques à infrarouge.

Tandis que l'on mettait au point ces systèmes, les renseignements continuaient d'être centralisés par le NORAD, dont le siège se trouve à Colorado Springs. Le Canada, officiellement associé à part entière de ce commandement bilatéral, n'avait aucun rôle à jouer dans les nouveaux systèmes de défense spatiale ni dans le BMEWS. Entretemps, comme la menace stratégique que représentait le bombardier piloté avait perdu de son acuité, le besoin de posséder une importante force d'interception était devenu moins pressant. En conséquence, après 1963 et jusqu'à 1980 (certains diront même jusqu'à nos jours), la défense aérienne active a été ramenée à un seuil minimum dicté par la prudence, c'est-à-dire à celui qu'il fallait pour sauvegarder la souveraineté et protéger le continent contre les intrusions isolées.

Le NORAD actuel

À l'aube des années 1980, les Américains avaient constitué un réseau diversifié et puissant de détecteurs, dans le cadre du NORAD. (Voir la carte.) Outre le BMEWS et les capteurs spatiaux capables de détecter le lancement de missiles, les États-Unis ont installé sur leurs côtes de gros radars dits radars à antenne-réseau phasée principalement pour repérer les missiles balistiques lancés à partir de sous-marins (SLBM). D'autres radars sont basés en mer. Et, contre les avions, les Américains prévoient construire deux radars à longue portée (radars transhorizon à rétrodiffusion ou OTH-B) qui pourront détecter et suivre des avions jusqu'à des distances de 1 500 milles.

Avec la mise en place de tous ces dispositifs de détection au sein du NORAD, le rôle du Canada dans ce domaine a, relativement parlant, perdu beaucoup d'importance. Les deux caméras installées au Canada pour la surveillance de l'espace lointain ne sont plus nécessaires, et notre pays n'apporte aucune contribution financière aux systèmes décrits plus haut. D'un autre côté, on a toujours besoin d'un système d'alerte aérienne dans le Grand Nord canadien, car les radars OTH-B ne sont d'aucune utilité dans les conditions atmosphériques propres à cette région. La solution (du moins intermédiaire) est le Système d'alerte du Nord (SAN).

Il suffit d'un coup d'oeil sur la carte pour comprendre la raison d'être du SAN: fermer complètement la brèche dans le "rideau" de radars d'alerte protégeant l'ensemble du territoire continental des États-Unis. C'est donc un progrès par rapport au réseau DEW, qui devenait difficile à gérer et dont on connaissait les "trous" par lesquels les avions ennemis pouvaient en théorie s'infiltrer jusqu'au coeur du continent, sans être détectés. Pourtant, le SAN est probablement le moins utile des nouveaux systèmes présentés ici. Malgré les dépenses engagées pour sa réalisation, dont la fin est prévue pour 1992 (soit 1,3 milliard de dollars dont les É.-U. et le Canada paieront respectivement 60 et 40 p. 100), le SAN n'aura que des capacités limitées contre les missiles de croisière lancés à partir d'avions ou de bâtiments navals. En cas de crise réelle, il faudra déployer depuis les États-Unis le système aéroporté d'alerte et de contrôle (AWACS) pour pouvoir surveiller l'intérieur du Nord canadien. Si les recherches technologiques actuelles aboutissent, on peut penser qu'au moment où le SAN deviendra entièrement opérationnel, soit au début des années 1990, les Américains seront sur le point de mettre en place leur double système spatial qui comprendra des radars et des détecteurs à infrarouge dont le rôle consistera à capter

l'image et la trace de missiles de croisière émettant un faible écho radar et peu de chaleur. Si ce système donne les résultats escomptés, le SAN fera double emploi et ne constituera plus qu'une solution de secours en cas de panne ou de destruction du réseau spatial.

Enfin, une fois décidée la mise en oeuvre du SAN, les partenaires du NORAD ont résolu d'affecter des intercepteurs pilotés aux bases du Nord. En particulier, le Canada envisage de poster de petites unités de CF-18 à des endroits d'où ceux-ci, opérant suivant les données du SAN ou, pour l'instant, en fonction de celles fournies par le réseau DEW, pourraient en principe intercepter les appareils ennemis transportant des missiles de croisière avant qu'ils ne lâchent leur charge. Dans la pratique, il se peut qu'il en aille tout autrement. Si l'on prend en compte le temps nécessaire, la portée des radars et le rayon d'action du CF-18 au combat, on s'aperçoit que les interceptions seraient extrêmement difficiles, qu'on emploie le réseau DEW ou le SAN.

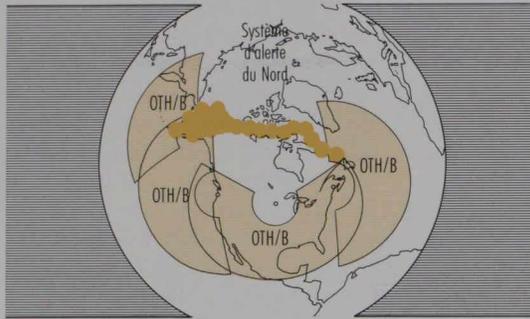
Il y a sans doute une observation plus générale à formuler à propos de l'accord NORAD actuel. Aux États-Unis, le mot désigne en fait deux réalités : en premier lieu, il correspond au centre nerveux des forces stratégiques américaines qui contrôle toutes les données recueillies et les transmet aux commandements stratégiques chargés de riposter en cas d'attaque nucléaire ; ce n'est qu'en second lieu que le mot NORAD évoque un accord conclu entre les États-Unis et le Canada exploitant ensemble un commandement intégré de défense aérienne. Et une telle distinction est bien compréhensible vu l'évolution qu'a connue le NORAD, comme on vient de le décrire.

L'avenir du NORAD

Le NORAD deviendra-t-il le centre nerveux d'un système de défense stratégique comprenant à la fois des bases spatiales et terrestres ? Et aura-t-on besoin du territoire canadien pour mettre ce système en oeuvre ? Bien que cette deuxième question présente un intérêt vital pour le Canada, on ne peut lui donner une réponse immédiate. L'explication est simple : s'il est vrai que le déploiement de certaines armes sur le territoire canadien comporterait des avantages, les recherches effectuées jusqu'ici dans le cadre de l'IDS montrent que les systèmes les plus

prometteurs disparaissent aussi vite qu'ils sont créés. En conséquence, on n'en a pas encore trouvé un qui permettrait de constituer un bouclier défensif, même fragmentaire, et dans le meilleur des cas, il n'en existera aucun avant plusieurs années encore.

Mais revenons à la première question ; le réseau actuel de collecte



Carte montrant la disposition des éléments du Système d'alerte du Nord et les secteurs couverts par les radars trans-horizon à rétrodiffusion (OTH-B).

Stephen Priestley

et de transmission des données du NORAD ferait inévitablement partie de tout système de défense stratégique. C'est ce qui ressort déjà clairement de la création par les Américains d'un nouveau Commandement de l'espace, auquel le NORAD sera intégré. Le gouvernement canadien sera alors enfermé dans un dilemme. Il est un moyen simple d'empêcher ou de limiter la participation du Canada à un système de défense stratégique opérationnel : annoncer à l'avance que les Canadiens n'autoriseront l'installation sur leur territoire d'aucun élément nucléaire ou autre d'un système de défense contre les missiles balistiques. Une telle déclaration, si elle était faite avec suffisamment de fermeté, influencerait sans aucun doute sur l'ordre de priorité adopté par les Américains dans le domaine des recherches liées à l'IDS, en ce sens qu'elle hypothéquerait l'avenir de tout système défensif supposant un déploiement quelconque en territoire canadien. Cependant, s'opposer à de tels projets tout en continuant de participer au NORAD serait quelque peu paradoxal, car tout déploiement de missiles anti-missiles balistiques par les Américains accentuerait la menace que représentent les bombardiers pilotés et les missiles de croisière soviétiques. En revanche, une telle situation mettrait en lumière l'importance du territoire canadien et de la participation du Canada au NORAD.

Mais ce sont là des perspectives éloignées, et il est toujours possible que l'IDS ne dépasse jamais le stade du programme de recherche. Entre-temps, le Canada devra se préoccuper de choses plus pressantes.

L'Union soviétique a commencé à déployer des missiles de croisière à long rayon d'action, dans une version modernisée du bombardier Bear. Il se peut aussi qu'elle mette en service de tels missiles à bord de sous-marins capables d'opérer dans les glaces arctiques. Faut-il, pour cette raison, renforcer la défense active ?

Du point de vue purement stratégique, on pourrait facilement répondre non. Le lancement de missiles sous-marins depuis l'Arctique n'influe en rien sur les dimensions essentielles du déploiement de forces stratégiques : ces missiles sont trop lents pour attaquer des objectifs militaires par surprise et ils viennent de trop loin pour porter un coup fatal. Un renforcement des moyens de l'URSS n'entraîne donc pas nécessairement une révision de la stratégie de défense. Il risque cependant d'avoir des effets psychologiques tout à fait différents, de fortes pressions tant politiques que militaires pouvant s'exercer afin que l'on prenne les moyens de défense nécessaires. À ce stade, IDS et défense aérienne sont étroitement liées. Sans l'IDS, la défense aérienne ne pourra probablement pas dépasser un certain seuil dicté par la prudence, même si les Soviétiques déploient de nombreux missiles de croisière. Avec l'IDS, même à petite échelle, la défense contre les bombardiers pilotés et les missiles de croisière revêt une importance capitale. Enfin, si l'on pressent que les recherches sur la défense contre les missiles balistiques seront couronnées de succès, des pressions de plus en plus fortes s'exerceront pour qu'on affecte davantage de ressources aux technologies de défense aérienne de façon que ces dernières ne prennent pas de retard par rapport aux recherches sur la défense contre les missiles balistiques.

Les options du Canada

Étant donné que les grandes décisions concernant l'IDS ne seront probablement pas prises avant plusieurs années, le gouvernement peut

se contenter de suivre et d'analyser le cours des événements et ne se prononcer sur les effets de l'IDS au pays que lorsque les diverses options auront été clairement définies, ce qui ne devrait pas se produire avant au moins 1988. Mais le gouvernement peut aussi décider de poser tout de suite des conditions en fonction de ce qu'il connaît et préciser ce qui pour lui est acceptable ou non, tout en reconnaissant qu'en fin de compte un refus total du Canada serait difficile à concilier avec sa participation continue au NORAD.

À plus court terme, cependant, il existe une autre possibilité. Dans l'immédiat, le Canada se doit d'adopter une politique cohérente à propos du déploiement des missiles de croisière. Du point de vue de la défense active, il se verra peut-être contraint de décider quelle importance il y a lieu d'accorder aux déploiements de missiles de croisière soviétiques.

En ce qui concerne la limitation des armements, la question des missiles de croisière occupe une place de choix dans les négociations de Genève. Les Soviétiques proposent d'éliminer tous les missiles de croisière ayant une portée supérieure à 600 km. Les Américains proposent de limiter à 1 500 le nombre des missiles à longue portée ALCM (missiles de croisière aéroportés), ce qui interdirait aux Soviétiques de posséder plus de 150 bombardiers capables de porter ces missiles ; cependant, les États-Unis n'envisagent aucunement le limiter le nombre de missiles de croisière lancés depuis un bâtiment naval. À première vue, la proposition soviétique est plus intéressante pour le Canada que la solution américaine, car elle écarterait tout danger pour le Nord canadien. Il est peut-être tout aussi important de définir les intérêts du Canada à cet égard et d'étudier éventuellement les problèmes très délicats de vérification reliés à l'interdiction de déployer des missiles de croisière en mer, que d'envoyer des CF-18 dans les bases du Nord. Sur les plans diplomatique et technique, il s'agit là d'une tâche difficile à réaliser et risquant d'être politiquement impopulaire. Mais, quitte à faire un pronostic hâtif, on peut dire que les chances de limiter le déploiement des missiles de croisière ne sont pas moindres que celles de voir les CF-18 réussir à les abattre si jamais ils sont lancés.

GUATEMALA, 1986:

Les chances de Cerezo. Par Tim Draimin

■ **Ces élections ne provoqueront pas automatiquement la transmission effective du pouvoir au président. Ce qui sera cédé, c'est le titre du pouvoir. Quelles sont mes chances de renforcer ce pouvoir? Une chance sur deux. – Vinicio Cerezo, octobre 1985.**

■ Marco Vinicio Cerezo Arévalo, dynamique candidat de la Démocratie chrétienne, vient de remporter les élections présidentielles au Guatemala. Quelques jours plus tard, on découvrait à 40 km de Guatemala le corps torturé et atrocement défiguré d'une étudiante en droit de 26 ans, Beatriz Eugenia Barrios Marroquin. Mlle Barrios venait d'obtenir le statut de réfugiée politique à l'ambassade du Canada au Guatemala.

Dans beaucoup de pays, un enlèvement politique doublé d'un meurtre ferait la une des journaux. Au Guatemala, il ne constitue qu'un fait divers sur lequel on ne s'attarde pas, une simple donnée statistique qui s'ajoute au dossier de la dictature militaire la plus répressive d'Amérique latine.

Aujourd'hui, tandis que les médias du monde entier fixent leur attention sur le nouveau gouvernement de Vinicio Cerezo, les observateurs se demandent si le Guatemala parviendra à effacer les horreurs du passé.

Pourquoi les militaires, après avoir dirigé le pays pendant 27 des 31 dernières années, cèdent-ils maintenant le pouvoir à un civil? Plus important encore, quelles chances le président Cerezo a-t-il vraiment de démocratiser le Guatemala? La réponse dépend d'un certain nombre de facteurs: un passé de dictature militaire, la crise économique, la réaction des militaires face à l'insurrection qui se poursuit et l'influence du modèle politique en évolution dans ce pays voisin qu'est le Salvador. Tels sont les éléments dont les alliés occidentaux du Guatemala, comme le Canada, doivent tenir compte dans leur politique étrangère.

Trente ans de dictature

Au début des années 1950, le gouvernement de Jacobo Arbenz, élu par les voies démocratiques, décida de s'attaquer au principal problème du pays, à savoir la répartition des terres. Son projet d'exproprier les terres inutilisées de la United Fruit Company commença à inquiéter Washington. Et en 1954, le gouvernement réformiste du président Arbenz fut renversé à l'issue d'un coup d'État fomenté par la CIA. Cette intervention mit brusquement fin au développement politique et social du Guatemala et soumit le pays à un régime militaire qui s'est maintenu, presque sans interruption, pendant trois décennies.

La dictature militaire, la mauvaise gestion et la corruption effrénée ont laissé au nouveau président un héritage peu enviable. Aujourd'hui, 5 p. 100 de la population jouissent de 34 p. 100 du revenu national, alors que 70 p. 100 des Guatémaltèques doivent se contenter pour survivre de 300 \$ par an ou moins.

Le Guatemala est le deuxième pays de l'hémisphère le plus gravement marqué par le problème de la malnutrition au sein de la population pauvre, dont font partie la presque totalité des 4 millions d'Indiens. Cette situation touche 82 p. 100 des enfants; la moitié des enfants des zones rurales, meurent avant d'atteindre l'âge de cinq ans. Seulement 47 p. 100 de la population sait lire et écrire, et cette proportion tombe à 20 p. 100 dans les campagnes.

Crise économique

Le Guatemala subit sa pire crise économique depuis la Dépression: dégradation des conditions des échanges commerciaux, lourd déficit gouvernemental et 45 p. 100 de

chômage. La dette extérieure, qui atteint presque 3 milliards de dollars et qui se compose principalement d'emprunts à court terme, absorbe environ la moitié du produit des exportations. Quant à la monnaie nationale [le quetzal (Q)] qui, jusqu'en 1984, se distinguait par sa stabilité et se trouvait à parité avec le dollar américain, elle s'échange aujourd'hui dans une proportion de trois pour un. L'inflation a atteint 50 p. 100 en 1985.

La politique désastreuse suivie par le Guatemala au chapitre des droits de la personne a privé le pays de toute aide extérieure. En 1985, le Congrès américain a approuvé une aide économique et militaire de 90 millions de dollars sous réserve que le pays se dote d'un président civil élu et fasse des progrès dans le domaine des droits de la personne.

La contre-insurrection

Jusqu'en 1981-1982, la corruption des militaires et les méthodes surannées employées contre l'insurrection – en particulier, massacres généralisés et terreur aveugle – ont été impuissantes à contrer un mouvement de guérilla qui se développait rapidement et se gagnait l'appui d'une grande partie de la population rurale. En 1982, cependant, le coup d'état du général Efraín Ríos Montt a amené au pouvoir une équipe de jeunes officiers qui ont mis au point une stratégie de contre-insurrection cohérente.

Ces jeunes officiers étaient aussi préparés que leurs prédécesseurs à faire usage du terrorisme d'État, mais ce recours à la terreur avait désormais un objectif précis: disperser les populations indiennes des hauts plateaux parmi lesquelles la guérilla trouvait appui. En peu de temps, des dizaines de milliers d'indigènes furent tués, plus de 500 000 furent déplacés à l'intérieur du pays et 150 000 s'enfuirent au Mexique. "Notre but n'est pas de pratiquer la politique de la terre brûlée, déclara pompeusement le

général Ríos Montt. Ce que nous voulons, c'est chasser les communistes de nos terres."

Peu à peu, les militaires réorganisèrent et étendirent leur structure nationale de commandement; ils établirent des "pôles de développement" régionaux (zones de concentration servant de cadre à des projets d'action civique et correspondant aux principales zones de guérilla) et créèrent des "villages modèles" (noyaux stratégiques) à l'intérieur des pôles de développement pour les Indiens déplacés de force. Sécurité et développement se trouveront amalgamés en une stratégie globale cohérente.

Cependant, ce programme très élaboré de lutte contre l'insurrection s'est avéré très coûteux. En 1977, par suite de la décision du président Carter de suspendre l'aide militaire américaine au Guatemala, l'armée fut condamnée à l'auto-suffisance. Le Guatemala produit maintenant une partie de ses armes, de ses munitions et de ses véhicules blindés de transport de troupes. S'il peut s'approvisionner auprès d'autres pays comme Israël, il se heurte toutefois à une grave pénurie de pièces de rechange pour les hélicoptères et d'autres équipements ultramodernes de fabrication américaine. Dans l'espoir que les États-Unis rétabliront leur aide militaire, l'armée a déjà dressé une impressionnante liste de commande.

L'exemple du Salvador voisin

Au Salvador, l'arrivée à la présidence du démocrate-chrétien José Napoleón Duarte a permis au pays de bénéficier d'une aide militaire et économique sans précédent de la part des États-Unis et d'autres pays. Mais le président Duarte n'a encore mis en oeuvre aucune réforme agraire d'envergure, ni confié la conduite de la guerre à l'autorité civile, ni entamé de dialogue politique avec l'opposition armée. Aucune poursuite n'a été engagée contre les

membres des forces de sécurité accusés d'avoir abusé de leurs pouvoirs auprès de citoyens salvadoriens. La peur manifestée depuis toujours par l'armée à l'égard du réformisme de la Démocratie chrétienne s'avère avoir été exagérée, et les cadres supérieurs de l'armée guatémaltèque n'ont pas manqué d'en prendre bonne note.

Dès 1982, Vinicio Cerezo, issu de l'aile progressiste du Parti chrétien-démocrate, s'est montré délibérément modéré dans ses propos. Autrefois provocant dans ses critiques à l'égard du pouvoir militaire (il a lui-même été la cible d'au moins quatre tentatives d'assassinat), il a commencé à adoucir ses positions à la suite du coup d'État du général Rios Montt. Il s'est ainsi abstenu de condamner la complicité de ce dernier avec les auteurs de violations systématiques des droits de la personne dans les campagnes. Depuis s'est installé peu à peu un *modus vivendi* entre l'armée et la Démocratie chrétienne.

Retour à un gouvernement civil

Pour apaiser la méfiance persistante des militaires, Vinicio Cerezo a dû faire deux concessions importantes : une dans le domaine des droits de la personne, l'autre à propos des réformes sociales. Voici ce qu'il a déclaré en octobre 1985 :

Il serait ici très difficile d'engager des procès comme ceux qu'a institués le président Alfonsín car, à la différence des forces argentines, l'armée du Guatemala n'est pas en déroute... Nous ne pouvons accorder l'amnistie aux guérilleros et faire passer les officiers de notre armée en justice. Cela équivaudrait à un suicide."

Pour ce qui est des réformes sociales de base, Cerezo a renoncé à celles qui concernent le partage des terres et la révision du régime fiscal (80 p. 100 des recettes de l'État proviennent des taxes indirectes, les contributions directes ne représentant que 20 p. 100).

En même temps, il s'efforce de modérer certains espoirs. Voici ce qu'il prédisait avant les élections :

Mon gouvernement ne se lancera pas dans des réformes sociales, que l'armée ne saurait tolérer, mais il assurera la transition vers la démocratie. Seul mon successeur pourra amorcer les transformations sociales dont le Guatemala a cruellement besoin, y compris la réforme agraire.

Toute tentative qui viserait à usurper le pouvoir de l'armée pourrait provoquer un nouveau coup d'État militaire. Et il est peu probable que l'armée renonce volontairement à diriger les affaires du pays. Dans l'étude qu'ils ont effectuée avant les élections sur les institutions de l'armée qui assurent la sécurité du pays et le développement rural (*Security*



HUNT

Tom Hunt

and Development in the Guatemala Highlands), deux anthropologues américains, nommé Chris Krueger et Kjell Enge, ont conclu ce qui suit :

Les militaires sont bien placés pour conserver la maîtrise de ces institutions et de ces programmes. Ou bien ils se retirent, et ils ne manqueront pas alors d'imputer l'échec à leur successeur qui devra faire face à une société fortement polarisée et traumatisée et à une économie en situation de crise ; ou bien ils continuent de diriger des organismes et des opérations parallèles et à gérer les ressources, auquel cas les civils auront beaucoup de mal à se rendre maîtres des activités de développement.

L'avenir

L'élection de Vinicio Cerezo a sans aucun doute valu au Guatemala de retrouver la faveur de l'opinion mondiale, mais quelles sont les perspectives d'avenir du pays et de son président ? Cerezo pourra-t-il contribuer à la démocratisation du pays autant qu'il l'a promis ?

Cette élection présidentielle permet de lever la condition à laquelle le Congrès américain avait assujéti l'attribution de son aide, qui s'élevait à 10 millions de dollars dans le domaine militaire et à 80 millions dans le secteur économique. Le nouveau gouvernement civil espère réussir à obtenir l'aide de pays étrangers et à se gagner plus facilement la

sympathie des banques étrangères et du Fonds monétaire international afin de renégocier sa dette extérieure et d'attirer des investisseurs.

En transmettant le pouvoir "théorique" aux civils, les militaires poursuivent deux objectifs : d'une part, le pays obtiendra des fonds pour mettre en oeuvre les deux volets de son programme intégré de lutte

ment. Quant à l'aide étrangère, notamment l'aide militaire ou paramilitaire, elle ne peut engendrer aucune reprise ou expansion économique.

Le Guatemala a longtemps été considéré comme un paria sur la scène internationale. Ainsi, le Canada a suspendu son aide en 1981 par suite de violations flagrantes et systématiques des droits de la personne. En décembre 1985, le Canada a appuyé une résolution des Nations-Unies selon laquelle ces dernières

déplorent profondément le fait que l'on continue de violer sans vergogne les droits de la personne, ... cette situation étant due en grande partie au fait que les militaires et les forces de sécurité ne parviennent pas à remplir leur tâche tout en respectant les droits fondamentaux de tous les Guatémaltèques.

Pour que puisse être renouvelée une aide bilatérale quelconque, les conditions ci-dessous devront avoir été préalablement remplies :

- arrêt définitif des violations systématiques des droits de la personne et démantèlement des structures de répression ;
- enquête sur le sort des disparus et poursuite des responsables en justice ;
- établissement des droits et libertés civiles, y compris la liberté d'association pleine et entière ;
- mise en oeuvre de réformes tant structurelles, comme la réforme agraire, que politiques.

Le président Cerezo est un homme politique chevronné. Il parviendra certainement à se maintenir au pouvoir pendant plusieurs mois, et il est même possible qu'il remplisse entièrement son mandat de cinq ans. Mais réussira-t-il à modifier les structures en place et à mettre fin aux abus de pouvoir au Guatemala ? En subordonnant toute aide économique à la mise en oeuvre de réformes structurelles et au respect effectif des droits de la personne, la collectivité internationale aiderait les Guatémaltèques à redevenir politiquement maîtres de leur pays aux dépens des militaires quasiment tous-puissants. Une reprise prématurée de l'aide internationale ne ferait que priver les civils, déjà en position de faiblesse, de tout moyen d'intervention auprès des généraux, et retarder ainsi d'autant plus le processus de réconciliation nationale et l'amorce d'un développement socio-économique équitable au Guatemala.

RELATIONS EST-OUEST:

Les conditions d'un réchauffement durable. Par Paul Marantz

■ J'ai parfois la désagréable impression... que la démocratie est comme un de ces monstres préhistoriques dont le corps est aussi long que cette pièce et la tête aussi grosse qu'une épingle...

Regardez-le se prélasser dans la boue de notre vieille Terre, indifférent à ce qui l'entoure; il en faudrait beaucoup pour le faire bouger. Tant que vous ne lui avez pas écrasé la queue, il ne se rend pas compte que vous en avez après lui. Mais qu'il comprenne ce qui se passe, et le voilà qui se jette aveuglément sur son adversaire avec une telle détermination que non seulement il le détruit mais encore qu'il sème aussi la désolation tout autour de lui. On peut alors se demander s'il n'aurait pas été plus sage pour lui de s'intéresser un peu plus tôt à ce qui se passait dans son milieu pour éviter de se trouver dans une telle situation, plutôt que de passer sans transition d'une indifférence bornée à un état d'emportement aussi aveugle.

(George Kennan, *American Diplomacy, 1900-1950* [New York: New American Library], p.66)

■ L'enthousiasme et l'excitation qu'a suscités en novembre 1985 la réunion au sommet du président Ronald Reagan et du Secrétaire général Mikhail Gorbachev en disent long sur la dégradation des relations Est-Ouest au cours des années 1980. Malgré l'absence presque totale du moindre accord concret, on s'est senti très soulagé de constater que les deux superpuissances avaient repris le dialogue. Pourtant, tout en reconnaissant que les discours sont préférables à la guerre, il faut bien comprendre que les deux "grands" n'ont toujours pas dépassé le stade des préliminaires visant à améliorer les relations Est-Ouest.

En outre, pour éviter que le prochain sommet Reagan-Gorbachev donne lieu à des espoirs irréalistes, il nous faut tirer la dure leçon de l'histoire récente et admettre que ces réunions au sommet ne sont pas le meilleur moyen de parvenir à l'objectif. Depuis le premier sommet de l'après-guerre, qui s'est tenu en 1955, les dirigeants américains et soviétiques se sont réunis dix fois. Et pourtant, si l'on en juge d'après la tension internationale actuelle, aucune de ces séances n'a entraîné une véritable stabilisation des relations Est-Ouest. Dans certains cas, on a effectivement pu constater un adoucissement momentané du climat mondial. Ainsi, du sommet de 1955 est né "l'esprit de Genève", et de celui de 1959, "l'esprit de Camp David"; mais chaque fois, de profonds désaccords sur des questions fondamentales (comme "le problème allemand" et les rapports entre les pays de l'Est et l'Union soviétique) ont provoqué un vif retour à la guerre froide sous ses pires aspects.

Le sommet d'après-guerre qui a obtenu le plus de succès est celui de 1972, au cours duquel le Président Nixon et le Secrétaire général Leonid Brezhnev signèrent le Traité sur les missiles antimissiles balistiques et le premier accord SALT. On devrait pourtant se rappeler que ces premiers accords n'ont pas été conclus du jour au lendemain. Ils représentaient l'aboutissement de plus de deux années de négociations patientes et laborieuses (et il fallut encore sept ans avant que le second traité SALT fût prêt à être signé). De plus, l'assouplissement des relations soviéto-américaines attribuable au

sommet de 1972 n'a pas duré très longtemps. À la fin des années 1970, il ne restait plus aucune trace de la détente, et la guerre froide atteignait de nouveau un paroxysme.

Les relations Est-Ouest, depuis la Révolution russe de 1917, ont suivi une ligne en dents de scie, alternant entre de courtes phases de dégel et des périodes de refroidissement brutal. Comment se fait-il qu'il soit si difficile de stabiliser les relations Est-Ouest?

La première raison est qu'il existe entre l'Est et l'Ouest un certain nombre de conflits d'intérêts particulièrement difficiles à résoudre. Et tant qu'ils ne seront pas réglés, on ne pourra espérer une amélioration durable des relations entre les deux blocs. Les quatre principaux sujets de discorde sont la course aux armements, les luttes d'influence dans le tiers-monde, l'emprise de l'URSS sur l'Europe de l'Est et les inquiétudes des Occidentaux à propos des droits de la personne en Union soviétique.

Le monde occidental doit trouver des moyens d'exprimer sa réprobation à l'égard des actes qu'il juge moralement répréhensibles (comme la répression dont les dissidents soviétiques font l'objet, l'application de la loi martiale en Pologne ou le recours à la force en Afghanistan) sans pour autant mettre en péril les négociations sur la limitation des armements qui sont nécessaires pour limiter les risques de conflit nucléaire. Quand les Soviétiques commettent des actes que nous désapprouvons, nous devons éviter de prêter le flanc à leurs attaques (en suspendant par exemple les échanges culturels avec l'URSS ou en refusant de lui vendre des produits qu'elle peut se procurer facilement ailleurs).

Le deuxième facteur qui a contribué à cette alternance d'espoirs irréalistes et de désespoirs profonds à propos des relations Est-Ouest

réside dans l'image changeante et stéréotypée que l'Occident se fait de l'Union soviétique. Nous faisons preuve, à tort, d'un optimisme injustifié lorsque les relations sont au beau fixe, et d'un pessimisme lugubre dans les périodes de grave tension. La réflexion désabusée de George Kennan sur la façon dont les démocraties abordent la politique étrangère, réflexion qu'on a pu lire au commencement de cet article, est aussi vraie de nos jours qu'à l'époque où elle a été exprimée, au plus profond de la guerre froide, au début des années 1950.

Nous devons admettre que le régime soviétique reste un système politique extrêmement autoritaire et que l'Occident ne peut faire grand-chose pour modifier une telle situation. Une des grandes leçons des années 1970 est que ni les faveurs économiques (expansion des échanges, prêts) ni les pressions économiques (embargos et sanctions) ne peuvent inciter l'Union soviétique à apporter des changements fondamentaux à sa politique. Certes, le Président Reagan a eu une bonne idée, à la veille du sommet, quand il préconisait de réduire la méfiance mutuelle par la multiplication des contacts personnels et des échanges culturels entre les deux peuples. C'est un rêve très louable, mais il faut être lucide et voir que les dirigeants soviétiques sont déterminés à empêcher toute ouverture de ce genre vers l'Ouest. S'ils s'opposent à de tels courants d'échange, ce n'est pas par ignorance ou à cause d'une crainte irraisonnée que nous pourrions sans doute les aider à surmonter, mais parce qu'ils savent parfaitement qu'un tel processus

créerait inévitablement un fort besoin de libéralisation économique et politique qui mettrait en péril leur pouvoir et leurs privilèges.

De même, prétendre que la politique future de l'Union soviétique sera strictement "défensive", c'est manquer de clairvoyance et de lucidité. Si l'URSS s'est engagée dans des pays aussi lointains que Cuba, le Yémen du Sud, l'Angola et l'Éthiopie, ce n'est pas par besoin défensif mais parce qu'aux yeux des dirigeants du Kremlin, le pays doit s'imposer comme l'une des deux superpuissances de ce monde et posséder tous les droits et privilèges (des pays clients et des bases militaires, par exemple) dont jouissent, selon eux, les États-Unis.

Dans sa volonté d'étendre le pouvoir de l'Union soviétique, le Politburo suit une politique d'opportunisme prudent mais actif. Pour cette raison, l'Occident ne réussira à contenir l'expansionnisme soviétique qu'en stabilisant l'équilibre du pouvoir et en montrant clairement qu'il est fermement résolu à résister à tout empiétement sur ses intérêts vitaux. Mais nous devons aussi veiller à ne pas exagérer l'ampleur de la menace soviétique, à ne pas juger l'URSS selon des critères subjectifs déformant la réalité et à ne pas prêter aux dirigeants soviétiques des idées de grandeur et des intentions diaboliques lorsque leur politique étrange s'explique peut-être par des préoccupations plus terre-à-terre. De plus, on analyse trop souvent la politique soviétique isolément, sans l'inscrire dans une perspective historique. Tout au long de l'histoire, les pays les plus forts se sont étendus au détriment des plus faibles. Au cours des XIX^e et XX^e siècles, on a assisté à la consolidation (puis à l'effondrement) des empires européens en Afrique et en Asie. Au début de notre siècle, le États-Unis affirmaient activement leur présence en Amérique latine, bien avant que l'avènement du communisme sovié-

tique apporte une nouvelle justification à cette politique. Au cours des trois dernières décennies seulement, les Américains ont envoyé des troupes en République dominicaine et à la Grenade, ils ont employé des forces "mandataires" au Guatemala et à Cuba, et ils ont essayé de déstabiliser le Chili et le Nicaragua. Sans vouloir justifier l'impérialisme



soviétique ni le mettre sur un même pied que les interventions américaines, nous devons toutefois examiner la façon dont les États-Unis ont effectivement exercé leur pouvoir (comparativement à l'opinion flatteuse que beaucoup d'Américains ont au sujet de la politique de leur pays?) et, à partir de là, essayer de comprendre ce que l'enjeu du tiers-monde représente pour l'Union soviétique. Moscou et Washington ont une conception très différente des changements légitimes nécessaires aux pays du tiers-monde; l'une et l'autre superpuissance tient à conserver son entière liberté d'action. C'est pourquoi la rivalité qui les oppose ne s'apaisera pas de sitôt.

L'objectif à long terme consiste à trouver des moyens de canaliser cette rivalité de façon que les pays du tiers-monde aient le plus de chances possible d'accéder à l'auto-détermination et que les tensions ne dégèrent pas périodiquement en une dangereuse confrontation. Les pays occidentaux n'ont aucun avantage à faire preuve de faiblesse, car cela inciterait l'URSS à multiplier ses manœuvres, ni à se laisser gagner par la panique, ni à exagérer la gravité des menaces qui pèsent sur leur sécurité, ce qui pourrait déboucher sur des interventions

armées directes dans des situations où leurs intérêts seraient mieux servis par d'autres solutions (par exemple, l'emploi de moyens d'incitation économique, la volonté affirmée d'un désengagement mutuel, ou l'attente d'une conjoncture politique plus favorable qui pourrait naître de l'éveil de certains nationalismes face à l'oppression soviétique).

Pour mieux comprendre les erreurs que nous commettons parfois dans nos analyses et la façon dont l'URSS perçoit le monde, imaginons un instant quelles auraient été les réactions si, au lieu du président américain, un dirigeant soviétique avait annoncé un programme massif destiné à créer un "bouclier spatial", si, au mépris de tout ce qui s'était dit auparavant sur les questions stratégiques, il avait déclaré que défense et attaque sont des choses tout à fait distinctes, et s'il s'était efforcé de rassurer ceux pour qui la promesse de partager avec d'autres pays toute grande découverte technologique (comme les progrès réalisés dans les domaines des gros ordinateurs, des logiciels ou des lasers à haute énergie) risque de rompre l'équilibre nucléaire. De telles prises de position, qu'on jugerait indéfendables évidemment, ne manqueraient pas de soulever du mépris et d'amener l'opinion à s'interroger sur les "intentions cachées" des Soviétiques. En revanche, lorsque c'est le président américain qui s'exprime ainsi, on prend généralement ce qu'il dit pour parole d'évangile. Même les critiques de la Guerre des étoiles ont surtout mis l'accent sur les aspects techniques du projet (par exemple, son coût faramineux, les difficultés que présenterait sa mise en oeuvre, et les risques inhérents de déstabilisation de l'équilibre nucléaire). Il ne s'agit pas ici de mettre en doute les

intentions américaines, mais de montrer que nous devons veiller à ne pas adopter inconsidérément des opinions alarmistes sur la politique de l'URSS et à ne pas prêter aux dirigeants soviétiques de noires intentions lorsque rien ne permet de les vérifier.

Ce qui est ressorti, du moins partiellement, de la réunion au sommet de MM. Reagan et Gorbachev, c'est que tous les êtres humains doivent cohabiter sur une planète petite et vulnérable. Voici ce qu'a déclaré le Président Reagan, à un groupe d'étudiants du niveau secondaire, après cette réunion: "Je n'ai pas pu m'empêcher de lui dire combien notre tâche, à lui et à moi, serait facile au cours des discussions de ce genre, si subitement nous étions menacés par les habitants d'une autre planète de l'univers. Nous oublierions tous les petits différends régnant entre nos pays et nous finirions par comprendre que nous sommes tous des êtres humains logés à la même enseigne."² Ce qu'il faut bien voir, c'est que nous sommes d'ores et déjà exposés à un danger bien réel et actuel, celui de l'holocauste épouvantable que provoquerait une guerre nucléaire déclenchée par accident ou par inadvertance; ce danger est pour le moins aussi pressant que le risque d'une invasion d'extra-terrestres, et ce n'est pas avec un expédient technique quelconque que nous pourrions le conjurer. Ainsi que l'a déclaré Einstein, nous devons revoir nos "modes de pensée". Autrement dit, il nous faut reconnaître que nous sommes tous exposés aux mêmes périls, bien apprendre les dures leçons de l'histoire, éviter de juger la conduite des Soviétiques selon des idées toutes faites, voir qu'il n'existe pas de remède miracle aux problèmes et aux dilemmes de la planète et déployer des efforts soutenus afin de stabiliser les relations Est-Ouest. Les six décennies de déséquilibre que nous venons de traverser suffisent amplement.

Lettre de Chine *Par John Walker*



Tout a tellement changé, et tout est tellement pareil.

■ Fini, le temps où le voyageur devait traîner ses bagages sur toute la longueur du pont Shum Chun, qui relie la Chine à Hong Kong, jusqu'au sinistre bâtiment qu'occupaient les douanes chinoises.

Les maisons de terre cuite du paisible village qui dormait là, entre les viviers, les rizières en terrasses et les vergers de Pitchi, ont disparu.

Dans la charmante vallée environnante a surgi une véritable forêt de gratte-ciel, quadrillée de larges avenues : un Hong Kong en miniature avec un monumental complexe ferroviaire douanier coiffé d'un de ces toits de style Ming autrefois interdits.

Il aura fallu cinq ans d'activité frénétique pour construire Shenzhen, porte de la nouvelle Chine.

Pour quelqu'un qui a vécu pendant trois ans et demi l'atmosphère exaltée mais souvent démoralisante de la Révolution culturelle, dans une Chine économiquement stagnante mais politiquement déchaînée, le choc est brutal.

Aujourd'hui, les 350 000 habitants de Shenzhen font leurs courses dans des supermarchés débordant de marchandises, achètent les magnétophones "made in Hong Kong" les plus récents, habitent des appartements modernes et passent leurs vacances dans la station balnéaire scintillante du Lac d'Argent. Ils réussissent même à gagner plus d'argent que les intellectuels de Beijing.

Mais à la limite de leur zone se dressent les hautes grilles couronnées de barbelés, baignées la nuit par la lumière des projecteurs, qui interdisent l'accès de ce pseudo-paradis capitaliste au reste de la Chine. La liberté économique se heurte là à la répression politique : un cocktail délicat à manipuler dans un pays communiste.

Dans la cité portuaire affairée de Canton, on a libéré les Chinois entreprenants de leurs chaînes économiques. Au milieu de la rivière des Perles, dans l'île où l'on confinait les marchands étrangers au temps de l'empereur, une entreprise sino-étrangère en co-participation

vient d'ériger un hôtel étincelant dont la beauté et l'efficacité dépassent tout ce qu'on peut trouver en Union soviétique. Et ce n'est pas le seul : il existe en Chine une douzaine de ces havres pour touristes.

Dans les rues de Canton qu'on a réservées au marché libre, des hommes et des femmes audacieux, installés derrière de minuscules éventaires, vendent de tout : des blue-jeans aux bijoux, en passant par les postes de radio et les valises. À côté, des étals débordent de viande fraîche, de volaille, d'œufs et de poisson dont la qualité et la diversité seraient introuvables dans les magasins d'État.

se réjouissent de leur nouvelle "liberté artistique". À l'école des beaux-arts de Shanghai, les peintres ont recommencé à dessiner le nu autrefois interdit et expérimentent l'abstrait, jugé contre-révolutionnaire il n'y a pas si longtemps.

Tous ces changements ont contribué à réduire les terribles tensions que la Chine a connues pendant les dix dernières années de l'ère maoïste. La presque totalité des gens que l'on rencontre en ont par-dessus la tête des campagnes idéologiques, des grandes manifestations, des séances publiques d'auto-critique ainsi que de l'instabilité et des bains de sang qui les accompagnaient.

Quel plaisir, en un mois de séjour, de ne pas subir une seule harangue idéologique, et de rencontrer des gens débordant de talent, d'imagina-

plis à des paysans incompetents.

Mais dans les plaines poussées-reuses de la province de Shaaxi où, comme partout ailleurs, on a aboli les communes populaires, adopté des mesures d'encouragement et confié aux paysans des lopins individuels dont la productivité a battu tous les records, la pauvreté des villageois est encore flagrante. Là, point de mécanisation : l'agriculture se pratique selon les techniques ancestrales, et l'on peut toujours voir des humains attelés à de lourds chargements de pierres ou de bois, comme des bêtes de somme. On rencontre aujourd'hui des paysans "riches", mais qu'en est-il des "masses" ?

Partout, on rapporte le cas de bureaucrates qui s'accrochent à leurs sinécures, de responsables du parti qui freinent le processus de modernisation (par peur de perdre leur place ou pour des raisons idéologiques), de jeunes gens confinés dans les campagnes contre leur gré en vertu d'édits maoïstes ; tout le monde parle d'une recrudescence de la corruption, sans précédent pendant la période maoïste.

Tous ces facteurs, comme le reconnaissent les fonctionnaires de Beijing, militent contre la stabilité et contre le changement. Leur présence inquiétante au sein d'une population immense et arriérée rend difficile à prédire l'issue de cette "seconde révolution" chinoise.

Dans le moderne restaurant français d'un luxueux hôtel de Beijing, un économiste chinois me dit que le vent de changement soufflant sur la Chine est puissant et contagieux. C'est ce qui inquiète les idéologues, déclare-t-il, même ceux de Moscou, qui suivent l'expérience attentive et peut-être nerveusement, alors qu'ils tentent eux aussi de faire face à l'évolution d'une société marxiste-léniniste.

M. Walker a occupé le poste d'analyste des affaires internationales chez Southam News et il a dirigé le bureau chinois de l'agence de 1973 à 1976. Il revient d'un séjour de quatre semaines en Chine.

Les couleurs vives et l'animation sont revenues dans le monde gris bleu de la Chine maoïste.

Les couleurs vives et l'animation sont revenues dans le monde gris bleu de la Chine maoïste. Le joyeux brouhaha de la foule, les éclats de voix enjoués des marchands et les cris rauques des colporteurs égayent toutes les villes du pays, de Canton à Harbin, de Shanghai à Chengdu.

La musique, elle aussi, a été réhabilitée. Non pas les opéras à message de la femme de Mao, Jiang Qing, mais la musique de la Chine ancienne et la musique enregistrée de l'Ouest. Dans l'ancienne capitale militaire de Chongqing, sur la terrasse d'un immeuble convertie en salle de danse, on joue des gigues écossaises, des polkas et des valses, on boit du coca-cola accoudé au balcon. Dans la vieille ville de Xian, d'une minuscule taverne baignant dans une lumière rouge, un jazz importé de Hong Kong se répand dans la nuit.

Le poète Ai Qing et le romancier Mao Dun ont cessé de pelletter du fumier : on les honore officiellement et l'on distribue leurs livres à nouveau. À Shanghai, dans un institut où les intellectuels avaient dû coiffer le bonnet d'âne, de jeunes écrivains

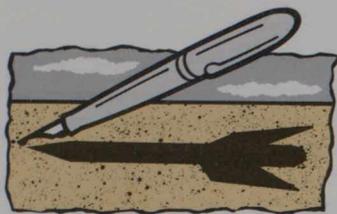
et de compétence, plutôt que les maoïstes pédants, les insupportables flatteurs et les militants purs et durs qui étaient omniprésents à l'époque de la Révolution culturelle.

"Nous avons été les boucs émissaires de la Révolution culturelle, c'est tout", m'a dit une jeune femme de Xiamen, port de la province de Fujian qui a été interdit aux étrangers pendant une douzaine d'années. "Nous étions les pions de certains dirigeants", a-t-elle ajouté, en rappelant les cinq années de scolarité qu'elle a perdues pendant cette période mouvementée. Son cas est loin d'être unique.

Il y a ces dessinateurs de mode, spécialistes de la soie, qui ont gaspillé leur talent devant une chaîne d'assemblage pendant des années ; un expert en droit international, auquel on a interdit d'exercer son métier pendant 27 ans ; d'anciens gardes rouges, lassés de l'idéologie et du chômage, qui sont devenus d'excellents chefs de petite entreprise ; des scientifiques de premier ordre, qui rattrapent aujourd'hui les retards causés par des dirigeants qui proclamaient "Mieux vaut être Rouge que savant" et confiaient leurs em-

Condensé sur la limitation des armements

Par Jane Boulden



■ Le 15 janvier 1986, à la veille de la quatrième ronde de négociations sur les armes nucléaires et spatiales, le dirigeant soviétique Mikhail Gorbatchev a formulé une nouvelle proposition sur la limitation des armements, dont le but est d'éliminer toutes les armes nucléaires d'ici l'an 2000. Le plan comprend trois étapes distinctes couvrant une période de quinze ans.

La première étape commencerait en 1986. Les États-Unis et l'Union soviétique réduiraient chacun de moitié l'arsenal des armes capables d'atteindre le territoire l'un de l'autre et conviendraient d'une interruption des essais nucléaires. Les deux pays élimineraient en outre de la zone européenne tous leurs missiles de moyenne portée, tandis que la France et la Grande-Bretagne s'engageraient à ne pas accroître leurs arsenaux nucléaires. Et, plus important encore, les États-Unis et l'URSS s'abstiendraient conjointement de créer, de mettre à l'essai et de déployer des "armements spatiaux de frappe."

La deuxième étape commencerait en 1990. Les autres puissances nucléaires seraient invitées à réduire leurs armements, à renoncer aux essais nucléaires ainsi qu'à la mise au point, à la mise à l'essai et au déploiement d'"armes spatiales de frappe." Les deux superpuissances achèveraient d'éliminer la moitié de leurs arsenaux, et toutes les puissances nucléaires supprimeraient leurs armes nucléaires tactiques (celles dont la portée va jusqu'à 1 000 km).

Au cours de la troisième étape, qui commencerait en 1995, tous les armements nucléaires existant encore seraient éliminés, et l'on élaborerait un accord universel qui interdirait à tout jamais la réapparition de ce genre d'armes.

Cette proposition présente diverses nouveautés. Que les Soviétiques soient disposés à permettre des inspections sur place et à négocier d'autres méthodes de vérification,

voilà qui représente un changement marqué par rapport à leurs positions antérieures. De même, la nouvelle initiative soviétique concernant les missiles de moyenne portée stationnés en Europe autorise un certain espoir. Elle s'apparente beaucoup à l'"option zéro" des Américains, que l'URSS avait jugée inacceptable jusque-là, et les Soviétiques ont exprimé le désir de conclure un pacte sur les missiles de moyenne portée sans l'assujettir à un accord qui limiterait l'IDS.

Les dirigeants américains ont réagi positivement à ces changements, mais ils soulignent que les détails de ce plan doivent être réglés à la table de négociations, et non publiquement, avant que des progrès réels puissent s'accomplir. Comme par le passé, les Soviétiques continuent de lier leur proposition à un arrêt du programme IDS des Américains, condition que ces derniers jugent toujours inacceptable.

■ Respect de l'accord SALT II

Le 23 décembre 1985, le Président Reagan a communiqué au Congrès un rapport détaillé sur les violations soviétiques des traités concernant la limitation des armements. Les principaux sujets d'inquiétude sont le déploiement des missiles SS-25 mobiles à une ogive et la construction d'un gros radar à antenne-réseau phasée à Krasnoyarsk en territoire soviétique. Les Américains prétendent que le SS-25 est un autre "nouveau" missile interdit aux termes de l'accord SALT et que l'érection du radar de Krasnoyarsk, vu les possibilités et l'emplacement de ce dernier, viole le traité sur les missiles antimissiles balistiques. Les Américains décideront en mai, au moment des premiers essais en mer d'un autre sous-marin Trident, s'ils doivent continuer de respecter les accords SALT.

■ Conférence sur le désarmement

La Conférence sur le désarmement a repris ses travaux le 4 février 1986, à Genève. Dans leur nouvelle proposition sur la limitation des armements, présentée par M. Mikhail Gorbatchev en janvier, les Soviétiques se déclarent partisans d'une élimination complète des armes chimiques et de leurs bases industrielles de fabrication. M. Gorbatchev a précisé que des inspections internationales sur place seraient nécessaires dans un tel contexte. Les méthodes de vérification ont jusqu'à présent constitué une importante pierre d'achoppement dans ce domaine : pour l'Union soviétique, les moyens proposés par les États-Unis s'assimileraient trop à de l'ingérence. Des personnalités participant aux travaux de la CD ont exprimé le souhait que ces concessions importantes de la part des Soviétiques favorisent la réalisation d'un accord sur les armes chimiques. Peu de progrès ont été constatés dans les autres secteurs de négociation.

■ Réduction mutuelle et équilibre des forces (MBFR)

Les pays occidentaux ont formulé une nouvelle proposition le 5 décembre 1985, dernier jour de la 37^e ronde des négociations MBFR, à Vienne. Ils ont accepté le cadre de travail proposé par le bloc soviétique en février 1985 et, rompant avec leurs positions antérieures, ils se sont dits prêts à réduire leurs effectifs sans exiger la signature préalable d'une entente sur l'importance numérique des troupes actuellement stationnées dans la région. Cela étant, les pays occidentaux ont proposé pour commencer de réduire les troupes américaines de 5 000 hommes et les troupes soviétiques de 11 500, dans l'année qui suivrait la signature de l'accord. Après ces réductions initiales, on s'entendrait

sur un accord de "non-augmentation collective," d'une durée de trois ans, période pendant laquelle les négociations se poursuivraient. Étant donné qu'au départ, il n'existe pas d'entente sur l'importance numérique des troupes en place, les Occidentaux ont présenté des méthodes détaillées de vérification et proposé de créer une commission consultative qui serait chargée de répondre aux questions et d'analyser les interprétations de l'accord.

Dans sa proposition du 15 janvier 1986, le dirigeant soviétique Mikhail Gorbatchev a estimé que le cadre d'une entente se dégageait peu à peu des négociations de Vienne, et il s'est déclaré disposé à conclure un accord sur des "méthodes de vérification raisonnables." À la table de négociations, l'URSS a proposé une réduction initiale de 11 500 hommes chez les Soviétiques et de 6 500 hommes chez les Américains (soit 1 500 Américains de plus que prévu dans le plan occidental). Il est peu probable qu'après 13 ans de négociations, un accord puisse être conclu rapidement, mais l'évolution qui se manifeste de part et d'autre permet de croire que la signature d'un accord est désormais plus possible que dans le passé.

■ Conférence de Stockholm

La neuvième session de la Conférence de Stockholm (Conférence sur le désarmement et les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité en Europe, ou CDE) s'est ouverte le 28 janvier 1986.

Là encore, on a estimé que la proposition formulée par M. Gorbatchev le 15 janvier sur la limitation des armements présentait des changements intéressants et offrait l'occasion de progresser vers la conclusion d'un accord. M. Gorbatchev a renoncé aux exigences soviétiques concernant la notification des exercices navals et a laissé entendre que l'URSS serait davantage disposée à accepter des mesures de vérification. Pour ce qui est de la notification des exercices aériens et de la divulgation des endroits où les forces militaires sont stationnées en Europe, ce sont là des questions sur lesquelles les négociations futures risquent encore d'achopper.

Calendrier

10 avril	Début de la cinquième ronde de négociations à Genève.
Mai	Conférence de révision de la Convention sur les armes biologiques - Réunion préparatoire.
22 mai	Fin de la cinquième ronde de négociations à Genève.
Mi-juin-août	Seconde moitié de la session annuelle de la CD.
Été/automne	Deuxième sommet Reagan-Gorbatchev à Washington, D.C.
Septembre	Conférence de révision de la Convention sur les armes biologiques.

En direct de la colline parlementaire

Par Gregory Wirick



Le Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale (CPAEDN) a présenté le 14 février son dernier rapport qui porte sur la coopération canado-américaine en matière de défense et sur le renouvellement en mai 1986 de l'Accord concernant la défense aérospatiale du continent nord-américain (NORAD). Le Comité a recommandé de renouveler l'accord NORAD pour une autre période de cinq ans (venant à expiration en 1991). Il propose que le gouvernement songe à inviter les États-Unis à émettre, au moment du renouvellement, une déclaration conjointe réaffirmant l'engagement des deux pays en faveur de la dissuasion et de la stabilité stratégique ainsi que leur volonté de respecter intégralement le Traité sur les missiles anti-missiles balistiques et d'instaurer un processus de négociation susceptible de déboucher sur des réductions vérifiables des armements.

Cette recommandation vise, semble-t-il, à satisfaire aux nombreux appels lancés par des groupes favorables au désarmement et d'autres témoins pour qu'on rétablisse la disposition dite "clause ABM" qui a fait partie intégrante de l'accord NORAD de 1968 à 1981, année où elle a été abolie. Cette clause stipulait que l'Accord ne pouvait en aucun cas obliger le Canada à participer à un système de défense active contre les missiles balistiques. Le Comité a cependant déclaré en conclusion que, selon lui, il n'existait aucun lien entre le NORAD et un quelconque système de défense contre les missiles balistiques, et il a souligné que le but du NORAD se limite à la surveillance de l'espace aérien, à la

défense aérienne et aux opérations d'alerte en cas d'attaque par des missiles balistiques.

Cette dernière série d'audiences du Comité ne s'est pas déroulée sans accrocs. En décembre, M. William Arkin, analyste américain en matière de défense, a présenté une liste d'accords, canado-américains sur laquelle figuraient huit titres d'accord qui avaient été supprimés de la liste remise aux membres du Comité. Si ces titres n'avaient pas été retranchés, l'issue des délibérations du Comité n'aurait sans doute pas varié sensiblement, mais l'Opposition a soutenu que des renseignements pertinents avaient été soustraits à l'attention d'un comité responsable de la Chambre des communes. L'affaire s'est compliquée lorsqu'on a appris par la suite que les huit titres en question n'avaient pas été retirés de la liste remise au même comité cinq ans auparavant, en 1980, au moment où il examinait l'accord NORAD.

Les Libéraux et les Néo-démocrates se sont dits mécontents du rapport présenté par le Comité permanent et ils ont diffusé de leur côté des rapports non officiels. Le NPD recommande de réinstaurer la clause autorisant le Canada à ne pas s'engager dans un système de défense contre les missiles balistiques, de renouveler l'accord NORAD pour une période de deux ans et non de cinq ans, d'abandonner le système de la "double casquette" suivant lequel le commandant du NORAD est aussi à la tête du Commandement spatial unifié des États-Unis, et de faire en sorte que le parlement puisse étudier en détail tout accord quel qu'il soit *avant* sa signature. Les Libéraux sont partisans d'un renouvellement pour cinq ans, mais ils recommandent de rétablir la clause sur la défense contre les missiles balistiques pour montrer que le Canada se refuse toujours à participer à un quelconque plan de défense active contre les missiles balistiques.

Dans le même rapport, le Comité permanent demande qu'on procède à un rééquipement massif des forces maritimes canadiennes du Pacifique (et, dans une moindre mesure, de celles de l'Atlantique) et il propose

au gouvernement de négocier avec les États-Unis une entente commune portant sur la défense de l'océan Arctique (par exemple, la mise en place de systèmes immergés ou autres pour détecter les sous-marins). En outre, le Comité engage le gouvernement à lancer sans plus tarder un programme spatial canadien à vocation militaire pour améliorer la surveillance de notre propre espace aérien, de notre territoire et des océans qui entourent le Canada, nos capacités de recherche et de sauvetage ainsi que nos systèmes de communication et de navigation, et pour compléter les dispositifs de surveillance, d'alerte et de communication du NORAD. Ce programme serait coordonné avec d'autres activités spatiales canadiennes sous la direction générale d'une Agence canadienne de l'espace.

Comité mixte

Le Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre chargé d'étudier les relations internationales du Canada a poursuivi l'examen du Livre vert du gouvernement sur la politique étrangère canadienne. À l'automne, le Comité avait publié dans divers journaux six thèmes de réflexion sur la question et il avait invité le public à formuler ses observations avant le 29 novembre 1985. Se fondant sur ces dernières, le Comité mixte a organisé une série d'audiences qui ont commencé le 20 janvier à Charlottetown et qui ont ensuite eu lieu à Ottawa, Halifax, St. John's, Edmonton, Saskatoon, London, Toronto, Fredericton, Montréal, Québec, Vancouver, Whitehorse, Winnipeg et Yellowknife. Dans chaque ville, le Comité a tenu des tables rondes sur des sujets précis, puis certaines des personnes qui avaient présenté un mémoire à l'automne ont eu l'occasion de témoigner, et les secteurs intéressés du public ont été invités à faire connaître leurs points de vue. Le rapport du Comité mixte doit paraître d'ici la fin de mai.

Réformes

La Chambre des communes a adopté en février un train de réformes qui pourraient modifier fondamentalement la façon dont le parlement travaille. Dans le passé, l'ordre du jour des comités traduisait en grande partie les préoccupations du gouvernement, mais dans l'avenir, les comités pourront traiter des questions de leur choix sans avoir à attendre l'approbation gouvernementale. Plus précisément, chaque comité sera désormais habilité à mener des études et à présenter ses conclusions sur les questions suivantes :

- loi régissant le(s) ministère(s) attribué(s) au comité ;
- programmes et objectifs du ministère et mesure où ce dernier réussit à les mettre en oeuvre ;
- plans de dépenses à court, à moyen et à long terme, et mesure où le ministère réussit à les mettre en oeuvre ;
- analyse du degré de réussite du ministère calculé en fonction des résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés ; et
- autres questions relatives au mandat, à la gestion, à l'organisation ou à la marche du ministère, selon ce que le comité juge le plus approprié.

Il est clair que le rôle du parlement a été considérablement renforcé.

Parmi les autres réformes qui sont entrées en vigueur le 24 février, citons l'éclatement du Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale (CPAEDN) en deux comités permanents composés chacun de 7 à 15 membres : l'un s'intéressera aux affaires extérieures et au commerce international, l'autre à la défense nationale. On s'attend à ce que les présidents de ces comités exercent plus d'influence que par le passé, les pouvoirs de ces comités ayant été accrus sensiblement.

Nouvelles de l'Institut

■ **M. John R. Walker**, anciennement correspondant de l'agence *Southam News* pour les affaires étrangères, est le premier membre associé de la Direction des programmes publics. L'Institut accueillera ainsi, pour de courtes périodes, des personnes ayant fait leur marque dans le domaine de la paix et de la sécurité. Les membres associés vaquent à leurs propres affaires, mais ils effectuent aussi des travaux pour l'Institut. Ils proviendront des milieux journalistiques, mais aussi des organismes non gouvernementaux, du secteur éducationnel et des services gouvernementaux. Les chercheurs appartiennent au corps enseignant et aux ministères. Deux membres associés travaillent actuellement au service de la recherche ; ce sont **M. Wytze Brouwer**, de l'Université de l'Alberta, et **M. Gilles Grondin**, autrefois employé au ministère des Affaires extérieures.

■ Aux termes de la Loi, l'Institut est chargé de faire de la recherche dans les domaines de la paix et de la sécurité et de favoriser des débats publics sur ces questions. Par cette dernière fonction, il se distingue de la plupart des instituts internationaux. Ce double mandat a influé sur la façon dont nous sommes organisés. L'Institut comprend les secteurs suivants : Recherche, Programmes publics, Information et Administration ; il a à sa tête un administrateur délégué. **M. David Cox** est Directeur de la recherche, **Mme Nancy Gordon**, Directrice des programmes publics, **Mme Leslie Wake**, bibliothécaire en chef et **M. Philip Lemieux**, Chef de l'administration. **M. Geoffrey Pearson** est l'Administrateur délégué et il fait également partie du conseil d'administration.

■ Pendant une bonne partie de l'année 1985, **Mme Teresa Toten** a été secrétaire du conseil et attachée de direction auprès de l'Administrateur délégué. Elle a déménagé avec sa famille à Toronto à la fin de l'année. Lorsqu'elle est entrée à l'Institut, le personnel était réduit, les systèmes n'étaient pas en place et les priorités n'avaient pas encore été

Activités à venir

Date	Activité	Organisateur(s)	Endroit
17-18 avril	Conférence sur la défense aérienne	Université de Calgary, Études stratégiques	Calgary
21-23 avril	Mythes et réalités à l'ère nucléaire	Faculté des sciences de l'éducation, Université McGill	Montréal
24-26 avril	Festival de la paix	End the Arms Race, Ville de Vancouver	Vancouver
8-9 mai	Conférence : "Souveraineté, sécurité et l'Artique"	Université York Études stratégiques	Toronto
13 mai	Séminaire : "Les scientifiques et la paix"	Association canadienne-française pour l'avancement des sciences	Montréal
26-30 mai	La guerre nucléaire par inadvertance : un risque de plus en plus grand ?	Science for Peace, Université de la Colombie-Britannique	Vancouver
5-8 juin	Conférence - Le destin de la planète Terre	Comité du destin de la planète Terre	Ottawa

définies. Elle s'est acquittée de sa tâche avec diligence et avec une patience extrême, aidant le conseil et le personnel à concevoir programmes et méthodes de travail. Elle a été remplacée dans le poste d'attachée de direction par **Mme Fauzya Moore**, qui nous vient du *Caribbean Community Secretariat*, à Georgetown (Guyana).

■ La brochure *En bref*, qui a été publiée en février 1986 et qu'on peut se procurer auprès de l'Institut, contient un bilan des activités de notre première année (1985). Nous avons également produit quatre exposés, qu'il est possible d'obtenir en écrivant à l'Institut, et qui portent les titres suivants : *L'Initiative de défense stratégique : qu'en pense le Canada*, par Gregory Wirick. *Un gel nucléaire ?*, par David Cox. *Réviser le Traité sur la non prolifération des armes nucléaires*, par William Epstein. *L'hiver nucléaire*, par Leonard Bertin. Signalons qu'il nous reste des exemplaires de notre premier rapport annuel. Les lecteurs intéressés sont priés de nous adresser une demande par écrit. Notre deuxième rapport annuel sera publié cet été.

■ Trois chercheurs adjoints sont actuellement employés à l'Institut. Tout comme les membres associés, ils sont engagés pour de courtes périodes, mais ils ne peuvent travail-

ler pour leur propre compte, sauf si leurs intérêts coïncident avec ceux de la personne qui les encadre. Ce stage leur permet d'enrichir leurs compétences et leurs connaissances, et l'Institut bénéficie de l'aide de gens consciencieux, tout dévoués à leur tâche. **Mme Jane Boulden**, de l'Université Queen, spécialiste de la limitation des armements, est la plus ancienne de nos chercheurs adjoints ; elle est en poste depuis le début de l'été 1985. **M. Mark Neufeld**, de l'Université Carleton, et **M. Ian Burney**, de l'Université McGill, nous ont prêté main-forte en 1985. Nous comptons actuellement comme chercheurs résidents **M. Steven Baranyi**, de l'Université York, et **Mme Mary Goldie**, de l'Université de la Colombie-Britannique.

■ L'Administrateur délégué, **M. Geoffrey Pearson** a assisté, à la fin de février et au début de mars, à des réunions d'étudiants de l'Université de la Saskatchewan et de l'Université du Manitoba, au cours desquelles il a pris la parole. Dans le courant de février, il a prononcé un discours devant l'ACNU à Québec. En janvier, il a fait un exposé au *Royal United Services Institute* de Halifax et il a participé à une conférence sur le développement et la paix à l'Université d'Ottawa. En octobre et novembre 1985, **MM. Geoffrey Pearson** et **David Cox** ont témoigné devant le Comité des Affaires exté-

rieures et de la Défense nationale, lors des audiences publiques organisées par ce dernier sur le renouvellement de l'accord NORAD. En décembre, **M. Cox** a visité l'Institut des Nations-Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), à Genève, l'Institut de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), l'Institut finlandais de recherche sur la paix (TAPRI), à Tampere, l'Institut finlandais des affaires internationales, à Helsinki, la Commission danoise de la sécurité et du désarmement, à Copenhague, et l'Institut de recherche sur la paix (PRIO), à Oslo.

■ Juste avant son décès en octobre 1985, le général **E. L. M. Burns** a fait don à l'Institut d'une partie de sa bibliothèque. Nous sommes heureux et fiers d'hériter des ouvrages et des articles de cette bibliothèque portant sur la limitation des armements. Une grande partie de ces ouvrages se trouvent dans une salle de réunion de notre rez-de-chaussée, qui porte désormais le nom de **M. Burns**.

■ Les dates limites de dépôt des demandes de subvention pour 1986 sont les suivantes :
1^{er} trimestre : le 30 mai 1986
2^e trimestre : le 22 août 1986
3^e trimestre : le 21 novembre 1986.

Bibliographie

On ne manque pas d'ouvrages écrits sur la course aux armements, la limitation des armements, le désarmement, la défense et les conflits internationaux, dont une grande partie présente la perspective américaine. La bibliographie qui suit renseigne le lecteur sur ce qu'on a écrit de mieux aux États-Unis et en Europe, mais surtout sur les ouvrages exposant le point de vue du Canada sur ces questions.

Documents américains et européens

Textes de référence : Il existe deux publications annuelles que les chercheurs indépendants considèrent comme étant les sources de renseignements les plus complètes sur les armements dans le monde : *The Military Balance*, de l'International Institute for Strategic Studies (IISS), basé à Londres, et l'annuaire du SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute). Pour commander ces ouvrages, prière d'écrire aux adresses suivantes : *The Military Balance* : IISS, 23 Tavistock Street, Londres, Angleterre, WC2E 7NQ (10 \$ US). *World Armaments and Disarmament* : SIPRI, Taylor & Francis, Department B, 242 Cherry Street, Philadelphie, PA 19106-1906 (51 \$ US). Enfin, en français, un manuel de référence excellent, *L'Année stratégique*, sous la direction de Pascal Boniface, éd. J. C. Lattès, Paris 1985 ; comprend des tableaux sur les forces armées dans le monde, des analyses géopolitiques, les nouvelles données stratégiques.

Périodiques : Les périodiques cités ci-après présentent les meilleures observations qui soient sur les questions intéressant la paix et la sécurité internationales.

Défense nationale, publié par le Comité d'Études de Défense Nationale. Différents articles sur les problèmes politiques, économiques, scientifiques et militaires reliés à la défense. Questions françaises et internationales, 1, pl. Joffre, 75700 Paris, France (440 FF par an).

Arms Control Today, Arms Control Association, Washington, DC. Publication mensuelle qui fait autorité et qui donne un aperçu équilibré sur le débat mené aux États-Unis sur la limitation des armements. *Arms Control in Print* est une rubrique régulière unique en son genre, annotée et organisée par sujets, qui renseigne sur la parution de publications périodiques. Adresse : 11 Dupont Circle,

NW, Washington, DC 20036 (25 \$ US par an; 10 \$/étudiants).

Aviation Week and Space Technology, McGraw-Hill, Inc., New York. Rapport détaillé, mais quelque peu optimiste, sur les nouveaux systèmes d'armement et les nouveaux programmes de recherche. Brosse un tableau complet des demandes formulées par les pays étrangers cherchant à obtenir l'aide militaire des États-Unis. Adresse : 1221 Avenue of the Americas, New York, NY 10020 (60 \$ US par an).

Bulletin of Atomic Scientists, Educational Foundation for Nuclear Science, Chicago, Illinois. Revue mensuelle fondée en 1945 par des scientifiques du Projet Manhattan ; elle présente notamment la célèbre "Horloge du Jugement dernier" (Doomsday Clock) qui marque actuellement minuit moins trois minutes. Elle contient des articles d'actualité concis sur la politique étrangère et de défense des États-Unis, et elle met l'accent sur la limitation des armements nucléaires. Si vous ne pouvez trouver cette publication dans les bibliothèques près de chez vous, demandez à votre bibliothécaire de prendre un abonnement ou de s'en faire prêter des exemplaires par d'autres établissements. Adresse : 5801 South Kenwood Avenue, Chicago, IL 60637 (22,50 \$ US par an).

Bulletin of Peace Proposals, Peace Research Institute, Oslo. Avec ce bulletin, l'Institut vise à encourager les recherches, à inciter le public à réfléchir sur l'avenir, et à susciter des initiatives de paix. Les articles qu'il contient provenant du monde entier, le *Bulletin* présente une perspective internationale sur les questions relatives à la paix et à la sécurité. Adresse : Universitetsforlaget, P.O. Box 258, Irvington-on-Hudson, New York 10533 (46 \$ US).

Defense Monitor, Center for Defense Information, Washington, DC. Le CDI est un organisme exerçant des pressions sur le gouvernement américain pour que, tout en se dotant d'une défense solide, il ne consacre pas des sommes excessives aux armements et n'adopte pas des politiques risquant d'accroître le danger d'une guerre nucléaire. Le CDI prône le désarmement nucléaire et une politique étrangère de non-intervention. Adresse : 303 Capitol Gallery West, 600 Maryland Avenue SW, Washington, DC 20024 (25 \$ US par an).

FAS Public Interest Report, Federation of American Scientists, Washington, DC. Rapport sérieux et bien documenté sur les questions soulevées au Congrès américain. Résumé intéressant sur les dernières innovations techniques. Adresse : 307 Massachusetts Avenue NE., Washington, DC 20002 (25 \$ US par an).

Jane's Defence Weekly, Jane's Publishing Company Limited, Londres. Renseignements à jour sur la technologie des armements, les marchés d'armes et les conflits militaires dans le monde. Adresse : Circulation Manager, 238 City Road, Londres EC1V 2PU (70 £ par an).

Revue de l'OTAN, Service de l'information de l'OTAN, Bruxelles (Belgique) – Publication bimestrielle. Revue d'information publique publiée tous les deux mois par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Commentaires sur les relations entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie et sur les pourparlers concernant la limitation des armements, selon une perspective pro-occidentale favorable aux partisans de la défensive. Adresse : Direction des services d'information au Canada, ministère des Affaires extérieures, 125 promenade Sussex, Ottawa (Canada) K1A 0G2 (Publication gratuite).

Quarterly Strategic Bibliography, QSB Publishers, Alexandria, Virginie. Guide utile présentant les articles récents parus sur les questions de stratégie dans diverses revues spécialisées ; contient aussi un index par sujets. Adresse : 1336 Kingston Avenue, Alexandria, Virginia 22302 (105 \$ US par an).

Documents canadiens

Chronique du contrôle des armements, Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement, Ottawa. Le Centre a été fondé en 1983 et il s'est donné pour but de fournir aux Canadiens des renseignements fouillés sur la limitation des armements et le désarmement, et plus particulièrement sur les intérêts du Canada à cet égard et sur les possibilités qu'il a de prendre des initiatives diplomatiques. Chaque mois, la *Chronique* résume avec adresse les derniers événements concernant les négociations internationales, les nouveaux déploiements d'armements et les débats politiques qui se poursuivent au Canada. Adresse : 151 rue

Slater, bureau 710, Ottawa K1P 5H3 (Publication gratuite pour les membres).

Études internationales est une revue pluridisciplinaire de relations internationales. Elle publie des travaux sur tous les aspects contemporains, passés et futurs du système international, les relations entre États, les organisations internationales publiques et privées, les forces transnationales, les idéologies internationales, les processus et les facteurs internes de la politique étrangère des États, la théorie et la méthodologie des études internationales. Adresse : CQRI, Faculté des sciences sociales, Université Laval, Ste-Foy, Québec, GIR 7P4. (25 \$ par an). (Publication gratuite pour les membres).

Le Centre québécois des relations internationales publie également un rapport annuel intitulé *Les conflits internationaux, les régions et le Canada*, dans la collection *Études stratégiques et militaires*. Même adresse.

Revue canadienne de défense, Défense Publications, Toronto. Les rédacteurs de cette revue, convaincus qu'un bon état de préparation militaire est nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité, analysent les dernières innovations techniques en matière d'armements, le rôle du Canada au sein du NORAD et de l'OTAN, ainsi que la pensée stratégique et militaire. Adresse : 310, rue Dupont, Toronto (Ontario) M5R 1V9 (20 \$ CA par an).

Canadian Spectrum, Toronto. Publication semestrielle ayant pour objets la recherche et l'éducation. Elle porte exclusivement sur la limitation des armements nucléaires. Présente les points de vue de divers experts en la matière. Adresse : RR N°1, Beeton (Ontario) LOG 1A0 (10 \$ CA par an).

Canadian Strategic Review, Canadian Institute for Strategic Studies, Toronto. L'Institut s'est donné pour but de répondre aux besoins d'un public bien informé en matière de stratégie et de sécurité nationale et de renseigner davantage les Canadiens sur les questions d'ordre stratégique. Cette revue paraît tous les ans, mais le CISS produit diverses autres publications dont on peut trouver la liste dans son catalogue. Adresse : 4^e étage, 185 est, rue Bloor, Toronto (Ontario) M4W 3J3 (Publication gratuite pour les membres).

Conflict Quarterly, Centre des études sur les conflits, Université du Nouveau-Brunswick. Le Centre se consacre à la promotion de la paix et de l'harmonie sociale, grâce à l'étude et à l'analyse de conflits internationaux et internes. On peut consulter cette revue dans le rayon des périodiques de la plupart des bibliothèques universitaires. Adresse : Frederickton (Nouveau-Brunswick) E3B 5A3 (15 \$ CA par an).

Le Bulletin du désarmement, Ministère des Affaires extérieures, Ottawa. Bulletin portant sur les activités des Nations-Unies, les conférences internationales, les initiatives canadiennes et les négociations concernant la limitation des armements. Adresse : Direction du contrôle des armements et du désarmement, ministère des Affaires extérieures, Ottawa. K1A 0G2 (Publication gratuite).

International Journal, Institut canadien des affaires internationales, Toronto. Chaque numéro de cette revue spécialisée porte sur un sujet particulier. On peut la consulter dans la plupart des bibliothèques universitaires. Adresse : 15 King's College Circle, Toronto (Ontario) M5S 2V9 (26 \$ CA par an).

Perspectives internationales, Ottawa. Revue d'opinion sur les affaires étrangères. Comprend un supplément intitulé "Pour mémoire". Ministère des Affaires extérieures. Adresse : C.P. 949, Ottawa K1P 5P9 (24 \$ CA par an).

Option Paix, revue d'échange et d'information sur les questions de la paix et du désarmement. *Option Paix* a le soutien de la Coalition québécoise pour le désarmement et la paix, et est publiée quatre fois par année. Adresse : Mouvement Option Paix Québec Inc. 88 Lionel Emond, apt. 3, Hull, Québec J8Y 5S3. (10 \$ CA par an).

Peace Research Abstracts, Peace Research Institute, Dundas. Liste bimestrielle détaillée présentant sous forme résumée les écrits les plus récents dans le domaine des recherches sur la paix. On peut la trouver à la section "Consultation" des bibliothèques universitaires. Adresse : 25, avenue Dundas, Dundas (Ontario) L9H 4E5 (155 \$ CA par an).

SPRING 1986
VOLUME 1 NUMBER 1

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E

3 5036 01029734 2

CA1
EA720
P27
Spring
1986

DOCS

PEACE & SECURITY

STAR WARS & NORAD

*Canada's role
in the defence
of North
America*



David Cox, a Canadian defence analyst, foresees a shift in Canada's NORAD role if the US pushes ahead with Star Wars.

Tim Draimin, Central America specialist, is skeptical about the strength of the "new democracy" in Guatemala.

Paul Marantz, expert in Soviet foreign policy, warns against pinning our hopes on summit diplomacy.

In this issue:

■ This is the first issue of a periodical to be published at quarterly intervals by the Canadian Institute for International Peace & Security. The Institute is a Crown Corporation and is provided an annual grant by Parliament. Given the fact that the mandate of the Institute is to increase knowledge and understanding of issues of peace and security, it has been decided to publish information about and analysis of these issues in various forms, including background papers for the interested public, longer occasional papers of a more specialized nature, fact sheets, and this quarterly.

The quarterly will carry articles by invited authors on subjects which reflect our own research interests, as well as regular features intended to bring readers up to date about the public debate in Canada and abroad, and about our own activities. There are many other sources of informa-

tion and comment on peace and security questions, of course, especially from south of the border. But there is also a growing interest amongst Canadians to look at these matters from a Canadian perspective, and without taking the answers for granted.

The Institute is supporting the publication of magazines and conference reports by various groups in Canada. We could have decided to leave it at that. But just as we expect that the creation of a new Institute of this kind will lead over time to a more widely-based and also more reflective Canadian contribution to the search for global security and peace, so we look forward to this quarterly becoming a lively and continuing account of the debate over peace and security issues from a Canadian perspective.

Geoffrey Pearson
Executive Director

**CANADIAN
INSTITUTE FOR
INTERNATIONAL
PEACE AND
SECURITY**

307 Gilmour Street
Ottawa, Ontario
K2P 0P7
(613) 990-1593

■ *Peace and Security* is published quarterly to let Canadians know what the Institute is doing and to provide a forum for the full range of Canadian viewpoints on these issues. Opinions expressed in each article are the sole responsibility of the author and do not necessarily represent those of the Institute and its Board of Directors. Your letters are welcome.

Material from this quarterly may be reproduced, although we ask that the Institute be cited as the source.

Editorial Board:

Geoffrey Pearson, Nancy Gordon, David Cox

Editor:

Dianne DeMille

Design and Production:

The Spencer Francey Group,
Ottawa/Toronto

Translation:

Denis Bastien

ISSN 0831-1846

**Members of the Board of
Directors:**

William Barton, *Chairman*
Margaret Fulton, *Vice-Chairman*
Norman Alcock
Christoph Bertram
George Bell
Harriet Critchley
Gwynne Dyer
William Epstein
Albert Legault
Joanna Miller
Geoffrey Pearson
John Sigler
Paul Warnke
Lois Wilson
Gerald Wright

CONTENTS

-
- 2 **STAR WARS AND NORAD:**
Canada's role in North American defence. By David Cox

-
- 4 **GUATEMALA, 1986:**
The odds on Cerezo. By Tim Draimin

-
- 6 **EAST-WEST RELATIONS:**
Preparing for the long haul. By Paul Marantz

■ **David Cox** is Director of Research at the Canadian Institute for International Peace and Security; **Tim Draimin** is Central America Specialist at the Jesuit Centre for Social Faith and Justice in Toronto; **Paul Marantz** teaches Soviet Foreign Policy at the University of British Columbia; **John Walker** is a Journalist Fellow and **Jane Boulden** is a Research Assistant at the Institute. **Gregory Wirick** is a freelance writer in Ottawa.

-
- 8 **LETTER ON CHINA** *By John Walker*

-
- 9 **ARMS CONTROL DIGEST** *By Jane Boulden*

-
- 10 **REPORT FROM THE HILL** *By Gregory Wirick*

-
- 11 **NEWS FROM THE INSTITUTE**

-
- 12 **BIBLIOGRAPHY**

STAR WARS & NORAD:

Canada's role in North American defence. By David Cox

■ The times are changing in continental defence, and in Canada's long-standing partnership with the United States in NORAD.

■ That much virtually all the witnesses who appeared before the Standing Committee could agree on. But when it came to deciding what changes were taking place and how Canada should respond, the Committee, charged to advise the government on the NORAD renewal, faced a wide range of opinion. The range is from those who believe that Canada will lose influence and "miss out" if it does not find a prominent place for itself in continental defence to those who fear that we will be dragged into Star Wars if the Agreement is renewed.

In important respects these issues go well beyond the renewal of NORAD, but the timeliness of the renewal – coinciding as it does with the public debate in the US and elsewhere about strategic defence – suggests that, for Canadians, NORAD has become quite closely associated with the Strategic Defence Initiative (SDI). It may be useful, therefore, to separate some of the threads in the debate by posing the following questions:

What is NORAD and what has it done in the past?

What are the changes taking place that make its future a matter of considerable debate?

What is its likely role if the US deploys strategic defences?

What options does Canada have?

NORAD Past

When the North American Defence Agreement was first

signed in 1958, the principal strategic threat to North America was the Soviet manned bomber. More specifically, if US bomber forces were to be an effective retaliatory force in a deterrent posture, they needed warning of attack sufficient that they could fuel, arm, and take-off before the incoming attack arrived. At the same time, the US Air Force deployed extensive air defences with the intent of defending civilian populations. For both these purposes, the maximum warning could be obtained by placing radars as far to the north as possible. Hence, the Distant Early Warning (DEW) line was strung across northern Canada, with long wings extended out to sea by means of picket ships carrying powerful radars.

Fundamental changes were taking place even while the NORAD Agreement was being negotiated. The rapidly emerging threat was the intercontinental ballistic missile (ICBM), a much more formidable weapon than the manned bomber, and against the ICBM the DEW line was of no value. To give warning of missile attack, the US developed the Ballistic Missile Early Warning System (BMEWS), with warning radars based in Britain and Greenland. Soon thereafter, the United States also developed space-based warning systems, using infrared sensors and photography to identify missile sites and launches.

As these systems developed, the information centre continued to be NORAD, with its head-

quarters at Colorado Springs. But Canada, officially a full partner in the bilateral command, had no special role to play in the emerging space-based systems or in BMEWS. Conversely, as the threat from manned bombers became less important, so did the need for a large force of active interceptors. Consequently, after 1963, and essentially through to at least 1980 – some might even say to the present – active air defence has been kept to a prudent minimum: protecting sovereignty and guarding against isolated intrusions.

NORAD Present

By the 1980's, a powerful and diverse group of sensors had been assembled by the USA, all of which feed into NORAD. In addition to the space-based detectors of missile launches and BMEWS, large so-called phased array radars are deployed on the coasts of the United States, the primary purpose of which is to detect submarine-launched ballistic missiles (SLBMs). Other radars are sea-based. And against aircraft, the US intends to deploy two long-range radars (over-the-horizon/backscatter or OTH-B) which can detect and track aircraft as far away as 1500 miles.

With all these sensors feeding into NORAD, the Canadian role in detection is, relatively speaking, much diminished. Two cameras which were located in Canada for deep space surveillance are no longer required, and Canada makes no financial contribution to any of the systems described above. However, there is a continuing requirement for an aircraft warning system in the Canadian north, because the OTH-B radars are ineffective in

the peculiar atmospheric conditions of the North. The solution, an intermediate one perhaps, is the North Warning System (NWS).

A glance at the map shows the purpose of NWS: to seal off the remaining section in the curtain of early warning radars around the continental United States. NWS is an improvement on the DEW line, which was becoming difficult to maintain and notorious for the "gaps" through which hostile aircraft could, in theory, fly undetected into the heart of the continent. But NWS is probably the least capable of the new systems identified here. Despite the cost – of the \$1.3 Billion the US will pay 60% and Canada 40% for the completion of the system in 1992 – NWS will have only limited capabilities against air- and sea-launched cruise missiles. In an actual situation of crisis, airborne warning and control aircraft (AWACS) would need to be deployed from the United States to exercise surveillance and control of the interior space of northern Canada. If technological developments, currently in the research stage, prove successful, it may be that just as the NWS is fully deployed in the early 1990's, the US will be close to the deployment of two space-based systems: space-based radars, and space-based infrared sensors, where the test of both will be their ability to image and track cruise missiles with small radar cross-sections and low heat emissions. If these developments are successful, NWS will become a redundant system, useful only as a hedge against the failure or destruction of its space-based counterparts.

Finally, the decision to develop NWS has encouraged the NORAD partners to place manned interceptors at northern bases. In particular, Canada intends to deploy a small number of CF-18s in locations which would, in principle, allow the aircraft operating on data from the NWS, or the DEW line for the time being, to intercept hostile cruise-missile carriers before they launch their missiles. As opposed to the principle, the practice would likely be quite different. Basic calculations of time, radar range and combat radius of the CF-18 suggest that interception would be extremely difficult using either DEW line or NWS technology. It can be reasonably supposed that, without improved capabilities, the present plan to deploy interceptors in the far north is more a gesture of determination than anything else, intended to indicate that the large-scale deployment of Soviet cruise missiles would elicit a defensive response.

There is perhaps a more general observation to be made about the present NORAD arrangement. In the USA the term is really used in two ways: the primary connotation refers to the nerve centre of the American strategic forces, controlling all incoming data and relaying this data to the strategic commands charged with responding to a nuclear attack; only secondarily is it associated with Canada as an agreement between two states operating an integrated command for purposes of air defence. And that distinction, of course, is understandable in the light of the development of NORAD as described above.

NORAD Future

Will NORAD become the nerve centre of a strategic defence system which involves both space-based and ground-based defence? And will those systems involve the use of Canadian territory? The answer to the second question, central though it is to

Canadian interests, lies some distance in the future. The simple reality is that although a number of weapons designs might plausibly be deployed to better advantage on Canadian territory, the record of SDI research suggests that promising systems rise and fall very quickly. As a conse-



Map showing coverage of Over The Horizon/Backscatter (OTH/B) radar sites and the proposed North Warning System.

Stephen Priestley

quence, there is not yet a system design for even a partial, let alone a comprehensive, defensive shield, and, even in the most optimistic view, there will not be one for several years yet.

In answer to the first question, however, it is inevitable that the current data and communication links of NORAD would be a part of a strategic defence system. This much is already clear from the American creation of a new Space Command, of which NORAD will be an integral part. The Canadian Government will therefore face some awkward choices. A simple way to avoid or limit participation in an operational strategic defence would be to announce in advance that no components of an anti-ballistic missile system, nuclear or otherwise, would be permitted on Canadian territory. Such a declaration, if made with sufficient determination, would undoubtedly affect American priorities in SDI research in that it would adversely affect the prospects of any defensive systems which required or benefitted from Canadian deployment. To resist such deployments while continuing to participate in NORAD would be somewhat anomalous, however, because any American ABM deployments would increase the threat from Soviet manned

bombers and cruise missiles. This in turn would increase the importance of Canadian territory and Canadian participation in NORAD.

The Soviet Union has begun to deploy long-range cruise missiles on a modernized version of the Bear bomber. A sea-launched

long-range cruise from the same family may also be deployed in ice-capable submarines operating in the Arctic. Does this require a larger commitment to active defence?

In terms of strategic fundamentals, the answer could well be "no". Subsonic missiles fired from the Arctic do not affect the essential issues in strategic force deployments: they are too slow to be credible in a surprise, counter-force strike and they are too far away to deliver a decapitating strike. Increased Soviet capabilities, therefore, do not necessarily change the defence calculation. *Psychologically*, however, the response may be quite different, and there may be strong pressures, both political and military, to commit resources to the development of cruise missile defences. At this point SDI and air defence are closely linked. Without SDI, air defences will likely stay at a prudent minimum even if the Soviets deploy cruise missiles in larger numbers. With SDI, even in a modest form, defence against the manned bomber and cruise missile becomes essential.

Options for Canada

If it is correct that the major SDI decisions are not likely to be taken for several years, the Government may choose merely to keep a watching brief, moni-

toring and analysing the development of SDI but withholding judgement about its effects on Canada until the systems design options are clarified – a situation not likely until 1988 or even later. On the other hand, the Government might decide to preempt by deciding on the basis of available knowledge what would and would not be acceptable to Canadian participation, recognizing that in the end strict non-participation would be difficult to reconcile with continued Canadian participation in NORAD.

In the nearer term, however, there is another possibility. The immediate need is to develop a coherent Canadian policy on cruise missile deployments. In terms of active defences, this may well involve a decision about how seriously to take Soviet cruise missile deployments.

On the arms control front, cruise missiles figure prominently in the Geneva negotiations. The Soviets propose to ban all cruise missiles with a range over 600 kilometres. The Americans propose to limit long-range ALCMS to 1500 (which would mean about 150 cruise missile-carrying bombers in the Soviet case), and offer no limits on sea-launched cruise missiles. On the face of it, the Soviet proposal is more attractive to Canada than is the American proposal since it would effectively eliminate the threat via the Canadian north. Defining the Canadian interest on this issue, and perhaps pursuing the very difficult verification issues involved in banning sea-launched cruise missiles, may be just as important to Canadians as sending CF-18s to northern bases. Diplomatically and technically this would be a difficult, perhaps politically unpopular task. But to hazard a rough bet, the chances of securing arms control restraints on cruise missile deployments are not less than the chances that the CF-18s will shoot them down if they are ever fired.

GUATEMALA 1986:

The odds on Cerezo. By Tim Draimin

■ **The election will not bring an automatic transfer of real power to the president. There will be a handover of *formal* power. What are my chances of consolidating that power? Fifty-fifty. – Vinicio Cerezo, October 1985.**

■ Marco Vinicio Cerezo Arévalo, the dynamic Christian Democrat presidential candidate, had just won Guatemala's elections. A few days later the tortured and brutally disfigured body of 26-year-old law student, Beatriz Eugenia Barrios Marroquín, was discovered 40 kilometres outside Guatemala City. Ms. Barrios had just been accepted by the Canadian Embassy in Guatemala to come to Canada as a political refugee.

In many countries a politically-motivated abduction and murder would be major news. In Guatemala it is only another numbing statistic – a daily occurrence – in the record of Latin America's most repressive military dictatorship. Today, as the international media focus on Vinicio Cerezo's new government, observers wonder whether Guatemala can overcome its horrific past.

Why, after holding the presidency for 27 of the last 31 years, is the Guatemalan military now turning the office over to a civilian? More importantly, what real possibility does President Cerezo have of democratizing Guatemala? The answer lies in a series of factors: the background of military dictatorship, the economic crisis, the military's response to the continuing insurgency, and the impact of the political model evolving in neighbouring El Salvador. An assessment of these

factors should inform the foreign policy toward Guatemala of Western allies like Canada.

Thirty Years of Dictatorship

In the early 1950s the democratically-elected government of Jacobo Arbenz began to tackle the country's fundamental problem, land tenure. The proposed expropriation of unused land belonging to the United Fruit Company triggered alarm bells in Washington. In 1954 Arbenz's reformist government was overthrown by a CIA-engineered rebellion. This intervention abruptly truncated Guatemala's political and social development, plunging the country into three decades of practically uninterrupted military rule.

Military dictatorship, mismanagement and unbridled corruption left a sorry legacy. Today 5 per cent of the population enjoys 34 per cent of national income, while 70 per cent survives on \$300 or less per year.

Guatemala's poor, including nearly all the 4 million Indians, suffer the hemisphere's second-worst index of malnutrition, affecting 82 per cent of children; half of rural children die before the age of five; literacy stands at only 47 per cent, dropping to 20 per cent in the countryside.

Economic Crisis

Guatemala is undergoing its

worst economic crisis since the Depression: declining terms of trade, an onerous government deficit, and 45 per cent unemployment. The foreign debt of nearly \$3 billion, composed mostly of short-term loans, consumes approximately half of the export-generated foreign income. The once-stable national currency, the Quetzal (Q), at par with the US dollar until 1984, now trades at three to one. Inflation topped 50 per cent in 1985.

Guatemala's disastrous human rights record left the country without foreign aid. In 1985 the US Congress approved \$90 million in economic and military aid conditional upon the inauguration of an elected civilian president and an improvement in human rights.

Counterinsurgency Warfare

Until 1981/82 military corruption and antiquated counterinsurgency tactics – mostly massive killings and crude terror – were no match for a rapidly growing guerrilla movement gaining widespread rural support. However, the 1982 coup of Gen. Efraín Ríos Montt, signalled the predominance of younger officers espousing a coherent counterinsurgency strategy.

The younger officers were as prepared as their predecessors to employ state terrorism, but the role of terror now had a definite purpose: the dislocation of the highland Indians supporting the guerrillas. Before long, tens of thousands of indigenous people were killed, over 500,000 were internally displaced and 150,000 had fled to Mexico. "We have no policy of scorched earth," Gen.

Ríos Montt boasted. "We have a policy of scorched Communists."

As this process advanced the military reorganized and expanded its national command structure, defined regional "development poles" (areas of concentration for civic action projects which corresponded to the major areas of guerrilla conflict) and set up "model villages" (strategic hamlets) in the development poles for the Indians who had been forcefully displaced. Security and development were merged into a single coherent strategy.

However, Guatemala's sophisticated counterinsurgency programme is very expensive. President Carter's suspension of US military aid to Guatemala in 1977 forced the military to become self-sufficient. Guatemala now produces some of its own weapons, ammunition and armoured personnel carriers. But despite being able to purchase some military supplies from countries like Israel, there is a crippling shortage of spare parts for US-made helicopters and other advanced technology. In anticipation of renewed US military aid, the Army has already produced an extensive shopping list.

Civilian President Next Door

In El Salvador the presidency of Christian Democrat Jose Napoleon Duarte has brought the country unprecedented levels of military and economic aid from the United States and other countries. President Duarte has neither implemented significant land reform, nor put the conduct of the war under civilian control. Members of the security forces

have not been prosecuted for abuses against Salvadorean citizens. The Army's historic fear of Christian Democrat reformist rhetoric turns out to have been exaggerated, and this lesson has not been lost on Guatemala's senior military command.

Since 1982 Vinicio Cerezo, who comes from the progressive wing of the Christian Democrat party, has deliberately moderated his own rhetoric. Once a defiant critic of military rule (himself the target of at least four assassination attempts), he adopted his new approach following Gen. Ríos Montt's coup. He failed to condemn the President's complicity in widespread rural human-rights abuses. Since then the framework for a *modus vivendi* between the Army and the Christian Democrats has slowly evolved.

Return to Civilian Rule

In order to placate lingering military opposition Vinicio Cerezo made two far-reaching concessions: one in the area of human rights, the other regarding social reform. Speaking in October 1985 Cerezo said,

Alfonsín-style trials would be very difficult here, because the Guatemalan Army is not an Army in defeat like in Argentina. . . . We can't have an amnesty for the guerrillas and then put the Army officers on trial. If I did that, I'd be committing suicide.

As for fundamental social reforms, Cerezo discarded the options of land reform and tax reform (80 per cent of revenue comes from indirect taxes, only 20 per cent from direct taxes).

At the same time Cerezo is trying to dampen expectations. Before the elections he predicted:

My government would not be one of social reforms – which the Army would not allow – but one of transition to democracy. Only my successor could begin the social changes that Guatemala so desperately needs, including agrarian reform.

Any attempt to usurp military

control could provoke another Army coup. And there is little likelihood that the Army will voluntarily relinquish effective control over national life. A pre-electoral study of the Army's security and rural development institutions by two American anthropologists, Chris Krueger



Tom Hunt

and Kjell Enge, *Security and Development in the Guatemalan Highlands*, concluded:

The military is well-positioned to maintain control of these institutions and programmes: pull out and blame failures on the next government which will face a highly polarized and traumatized society and an economy in crisis; or, maintain parallel institutions, operations and control of resources which in effect undermine civilian control of development activities.

The Future

The election of Vinicio Cerezo has certainly won Guatemala a positive turn in world opinion, but what are the prospects for President Cerezo's and Guatemala's future? Will Cerezo be able to make his promised contribution towards democratization?

The inauguration of an elected president now means that the US Congress will release its conditionally-approved \$10 million in military aid and \$80 million in economic aid. The new civilian government expects to successfully entice foreign aid donors, win greater sympathy on the part of foreign banks and the International Monetary Fund to renegotiate the debt,

and attract foreign investment.

The military intends that the transfer of formal power to civilians will serve twin goals: funds will be forthcoming for the integrated national security and development arms of counter-insurgency; and the inauguration of a civilian president, if popu-

larly perceived as legitimate, should help stabilize the political-military situation.

However, without fundamental reforms, Guatemala's deeply rooted social, economic and political instability cannot be addressed. The oligarchy has served notice that it will not allow economic reforms. President Cerezo is left with economic austerity as the central plank of his administration.

During the electoral period killings and disappearances continued. The Guatemala Human Rights Commission documented 626 civilians killed by government forces in the first six months of 1985. Immediately prior to Cerezo's January 1986 inauguration the Army issued a decree absolving itself of crimes since 1982. One week after Cerezo took office, authorities discovered six tortured bodies around Guatemala City, suggesting that the new President lacks the power to control the secret police and paramilitary forces.

In Guatemala, elections are not synonymous with democracy, nor does occupancy of the presidency signify power over the government. And foreign aid,

especially military and militarized aid, cannot generate economic recovery and development.

■ Guatemala has long been treated internationally as a pariah. Canadian aid, for example, was suspended in 1981 due to the gross and systematic violation of human rights. In December, 1985, Canada co-sponsored a United Nations resolution which:

deeply deplore(d) the continuing gross violations of human rights . . . which are largely due to the failure of the military and security forces to conduct their activities with the necessary respect for protecting the human rights of all Guatemalans.

Before any country considers renewing bilateral aid, the following conditions should first be addressed:

- a definitive end to the systematic violation of human rights and the dismantling of the structures of repression;
- an investigation into the fate of the disappeared and the prosecution of those responsible;
- the establishment of civil rights and freedoms allowing open and uninhibited freedom of association;
- the implementation of both structural reforms (such as agrarian reform) and political reforms.

President Cerezo is an extremely adept politician. He will certainly last for months and might even survive his five year term. But will he have changed the structure and abuse of power in Guatemala? The international community, by stipulating that economic aid will be forthcoming only if structural reforms are implemented and human rights are effectively respected, would assist Guatemala in recovering political control over its nearly omnipotent military. A premature resumption of aid will merely strip an otherwise powerless civilian sector of any leverage over the Generals – and thus further postpone reconciliation and equitable socio-economic development in Guatemala.

EAST/WEST RELATIONS

Preparing for the long haul. By Paul Marantz

■ I sometimes wonder whether... a democracy is not uncomfortably similar to one of those prehistoric monsters with a body as long as this room and a brain the size of a pin:...

he lies there in his comfortable primeval mud and pays little attention to his environment; he is slow to wrath – in fact, you practically have to whack his tail off to make him aware that his interests are being disturbed; but, once he grasps this, he lays about him with such blind determination that he not only destroys his adversary but largely wrecks his native habitat... You wonder whether it would not have been wiser for him to have taken a little more interest in what was going on at an earlier date and to have seen whether he could not have prevented some of these situations from arising instead of proceeding from an indiscriminating indifference to a holy wrath equally indiscriminating. (George Kennan, *American Diplomacy, 1900-1950* [New York: New American Library, 1951], p. 66.)

■ It is a sad commentary on the sharp decline in East-West relations during the 1980s that the November 1985 summit meeting between President Ronald Reagan and General Secretary Mikhail Gorbachev was greeted with such enthusiasm and excitement. Despite the almost total absence of substantive agreement at the summit, there was great relief that the superpowers were once again talking civilly to one another. However much we might agree with the sentiment that "it is better to jaw jaw than war war," it must be clearly understood that the superpowers have still

not advanced beyond the first tentative steps toward improved East-West relations.

Moreover, lest hopes for the next Reagan-Gorbachev summit reach unrealistic levels, we need to learn the hard lesson of recent history that summit meetings are a poor vehicle for furthering this objective. Beginning with the first postwar summit meeting in 1955, there have been no less than ten summit meetings between the American and Soviet leaders. And yet, as the present strained international climate demonstrates, none of these has brought about a true stabilization of East-West relations. In some cases, a momentary thawing of the international climate did occur. The 1955 summit produced "the Spirit of Geneva," and the 1959 summit resulted in "the Spirit of Camp David," but in each case fundamental disagreements on critical issues (such as the 'German problem' and the relationship of Eastern Europe to the Soviet Union) soon brought a quick plunge back to the depths of cold war animosity.

The most successful of the postwar summits occurred in 1972, when President Nixon and General Secretary Brezhnev signed the ABM Treaty and the first SALT Agreement. However, it should be remembered that these were not achieved overnight. They represented the culmination of more than two

years of patient and laborious negotiation (and it took another seven years before the second SALT Treaty was ready to be signed). Moreover, the improvement in Soviet-American relations that the 1972 summit produced did not endure for very long. By the end of the 1970s' detente was in tatters and cold war tensions had once again reached an acute level.

East-West relations, throughout the long decades since the Russian Revolution of 1917, have resembled an interminable roller coaster ride, with temporary high points giving way to sharp downward plunges. Why has it been so difficult to stabilize relations?

The first reason is that there are a number of fundamental conflicts of interest between East and West which are exceptionally difficult to resolve. Yet as long as they remain unresolved, they thwart a durable improvement in East-West relations. The four most serious of these are the arms race, competition in the Third World, the way in which Soviet control is exercised in Eastern Europe, and Western concerns about human rights in the Soviet Union. We in the West need to find ways to express our profound disapproval of those actions which we find morally repugnant (e.g., the repression of Soviet dissidents, the application of martial law in Poland, or the use of force in Afghanistan) without undermining the arms control negotiations that are needed to lessen the risk of a nuclear confrontation. We need to avoid shooting ourselves in the foot (e.g., by suspending

educational exchanges with the Soviet Union or by refusing to sell them goods that they can readily obtain elsewhere) whenever they engage in conduct of which we disapprove.

The second factor that has contributed to this repetitive oscillation in East-West relations from unrealistic hope to needless despair is the volatility and stereotyped quality of Western perceptions of the Soviet Union. We are ill served by unwarranted optimism at times of cordial relations and bleak pessimism at times of acute tension. George Kennan's melancholy reflection on how democracies approach foreign policy, which was cited at the start of this article, is as true today as it was when he voiced it at the height of the Cold War in the early 1950s.

We need to recognize that the Soviet Union remains a highly authoritarian political system and that there is very little that the West can do to alter this situation. One of the important lessons of the 1970s is that neither economic blandishments (such as trade and loans) nor economic pressures (through embargoes and sanctions) are capable of promoting fundamental change in Soviet practices. Although the idea voiced by President Reagan on the eve of the summit of attempting to lessen mutual mistrust through expanded people-to-people contact and large scale educational exchanges is a very laudable dream, we must soberly recognize that the Soviet leadership is determined to prevent such an opening to the West.

They oppose massive exchanges not out of ignorance or irrational fear, which we might be able to talk them out of, but because of a shrewd awareness of the demands for economic and political liberalization that such a process would inevitably promote and the threat that this would pose to the leadership's power and privileges.

Similarly, we do not promote clear thinking and a sober anticipation of future Soviet policy when we view the Soviet Union as being purely "defensive" in its policies. The Soviet Union has been active in such far flung countries as Cuba, South Yemen, Angola and Ethiopia not out of defensive necessity, but because the Kremlin's rulers believe that Moscow deserves to be recognized as one of the world's two superpowers, possessing all the rights and privileges (such as client states and military bases) which they believe the United States enjoys.

In attempting to expand Soviet power, the Politburo follows a policy of cautious but active opportunism. For this reason, the containment of Soviet expansionism requires both a stable balance of power and a clear demonstration that the Western alliance has the will and determination to resist encroachments on its vital interests. But we also must be careful not to exaggerate the nature of the Soviet threat, not to apply a distorting double standard in our appraisal of Soviet conduct, and not to impute grandiose and diabolical intentions to the Soviet leadership where other, more mundane factors might actually be shaping Soviet foreign policy.

All too often Soviet policy is discussed in an analytical vacuum devoid of any historical perspective. Throughout history, strong states have expanded and weak states have suffered. The nineteenth and twentieth centuries

witnessed the consolidation (and later the collapse) of European empires in Africa and Asia. The United States was actively policing Latin America in the early part of this century, long before the appearance of Soviet Communism provided an up-dated rationale for this policy. In



the past three decades alone U.S. troops have been used in the Dominican Republic and Grenada, proxy forces were utilized by Washington in Guatemala and Cuba, and attempts were made to destabilize Chile and Nicaragua. Without in any way attempting to justify Soviet imperialism or equating it with American actions, it is still necessary to take into account the way American power has actually been wielded – as opposed to the glorified self-image of U.S. policy that many Americans have – when trying to understand how the Soviet Union views the competitive struggle in the Third World. Moscow and Washington have very different conceptions of what constitutes a legitimate process of change in the Third World, and neither wishes to see its own freedom of action curtailed. For these reasons, their intense rivalry is destined to continue.

The long term challenge is to find ways of regulating this rivalry so that opportunities for self-determination by the nations of the Third World are maximized and so that it does not periodically threaten to escalate into a dangerous confrontation. The interests of the West are not advanced by either perceived weakness, which tempts the Soviet

Union to further adventurism, or by a panic-stricken over-reaction, which exaggerates the degree of menace to our security and may lead to direct military intervention in situations where our interests are better served by alternative responses (e.g., the use of economic incentives, support for

mutual disengagement, or patiently waiting for the combined influence of local nationalism and Soviet heavy-handedness to produce a more favorable shift in political orientation).

In attempting to understand better both Soviet perceptions of the world and the way in which our own analyses are sometimes deficient, it is worth trying to imagine for a moment what the reaction would be if it was a Soviet leader, and not the American President, who announced a massive program to create a missile shield in space, who insisted – in defiance of all previous strategic thinking – that defense and offense were entirely separate matters, and who attempted to allay fears that the nuclear balance might be disrupted by promising to share with other countries whatever technological breakthroughs were achieved (including advances in super computers, new software techniques, and high energy lasers). Such a stance would provoke scorn for the obviously untenable claims that were being made and would lead to much fevered speculation as to the "true intentions" of the Soviet leadership. Yet when it is the American leader who utters such words, his goals are accepted largely at face value. Even the critics of Star Wars have focused mainly on its technical aspects (i.e., on what

they see as its staggering cost, its impracticality, and its potential for destabilizing the nuclear balance). All this is not to argue that we should doubt American intentions, but rather to suggest that we should be careful not to engage unthinkingly in worst case analysis of Soviet policy, imputing sinister intentions to the Soviet leadership which are not necessarily supported by the available evidence.

That all of humanity lives together on a small and vulnerable planet was at least partially reflected in the summit conversations between Reagan and Gorbachev. "I couldn't help but say to him," Reagan subsequently informed a group of high school students, "just think how easy his task and mine might be in these meetings that we held if suddenly there was a threat to this world from another species from another planet outside in the universe. We'd forget all the little local differences that we have between our countries and we would find out once and for all that we really are all human beings here on this earth together." (*The Globe and Mail*, Dec. 6, 1986, p. A15). What needs to be fully grasped is that we already face a clear and present danger, in the form of a fiery holocaust triggered by accidental or inadvertent nuclear war, which is no less urgent than an invasion of aliens and which cannot be solved by some sort of technological fix. As Einstein put it, we need to change our "modes of thinking." This means fully recognizing our mutual peril, learning the hard lessons of history, avoiding simplistic categorizations of Soviet conduct, recognizing that there are no easy and quick solutions to the problems and dilemmas we face, and beginning a sustained effort to put East-West relations on a more even keel. Six decades on a roller coaster is long enough.

LETTER ON CHINA *By John Walker*



**So very much has changed radically
but so much is still the same.**

You no longer need to lug your baggage across the Shum Chun bridge to the dreary Chinese customs building on the border with the Hong Kong territory.

The sleepy border village with its mud-walled houses, its fish ponds and terraced green rice fields, and its lychee orchards, has disappeared.

Five years of frenzied construction has produced Shenzhen, the open door to the new China. Rising from the lovely hill-bound valley is a forest of skyscrapers bounded by a web of broad avenues, a miniature Hong Kong complete with a massive new rail and customs station roofed in once forbidden Ching dynasty style.

It is a profound shock to one who spent three and a half years of the Cultural Revolution decade in the exciting but often depressing atmosphere of a China stagnating economically but boiling politically.

Shenzhen's 350,000 inhabitants are shopping in well-filled supermarkets, buying the latest Hong Kong tapedecks, living in modern apartments, holidaying in the glittering Silver Lake resort, and even making more money than Beijing intellectuals.

But there on the boundary of their zone is the high barbed-wire-topped fence lit by floodlights at night that bars the rest of China from this pseudo-capitalist paradise. Economic freedom meets political repression, a recipe for instability in a Communist-run state.

In the busy port city of Canton, the entrepreneurial Chinese have

been unleashed. On the island in the Pearl River where foreign traders used to be confined in the emperor's time, a joint venture with foreign capital has produced a gleaming new hotel, just one of a dozen new tourist havens in China.

In the special free market streets of Canton, enterprising men and women are selling from tiny stalls everything from blue jeans and jewelry to radios and luggage. The food stalls are crammed with fresh meat, fowl, eggs and fish of a variety and quality never available in state-run shops.

Bright colors and lively atmosphere have returned to the grey-blue world of Maoist China.

Bright colors and lively atmosphere have returned to the grey-blue world of Maoist China. The cheery noise of streets crowds, the sprightly sound of bargaining, the raucous cries of hawkers are enlivening every city from Canton to Harbin, from Shanghai to Chengdu.

Music has come back into Chinese life. Not the message-laden operas of Mao's wife, Jiang Qing, but the music of old China and the taped music of the West. In a rooftop dance hall in the old wartime capital of Chongqing, they are playing polkas, waltzes and schottisches, and drinking Coke on the outdoor terrace. In a tiny red-lighted hall in ancient Xian the sounds of Hong Kong jazz drifts out into the night air.

Ai Qing the poet and Mao Dun the novelist are no longer shoveling manure, but are officially honoured and their books readily

available again. In Shanghai in the institute where dunce caps once crowned intellectual heads, young writers express their relief at the "freedom of creation" they are now allowed. In a Shanghai art school, once frustrated painters are sketching the nude model again, trying their hand at abstract styles once banned as counter-revolutionary.

All this has helped to relieve some of the terrible tensions of the last unhappy decade of the Maoist era. Nearly everyone you meet is sick and tired of ideological campaigns, street demonstrations, public struggle sessions, and the instability and bloodshed that went with them.

It is a pleasure, in a month of travel, never to be subjected to

jobs performed for a decade by ill-educated peasants, who now are repairing the gap caused by a leadership that proclaimed "better Red than expert."

But on the dusty plains of Shaanxi province, where as elsewhere the commune has been abolished and peasants with private plots and other incentives are outproducing past records, you still see the basic poverty of the villager. There can be seen the sheer labour of traditional machineless farming, the timeless image of human beings yoked like animals to cartloads of rocks or lumber. You meet "rich" peasants now, but what of the "broad masses"?

Everywhere you hear stories of bureaucrats who cling to sinecures, party bosses who frustrate the modernization process for fear of their jobs or for ideological reasons, and corruption more widespread than ever in Maoist days.

All these forces, as officials in Beijing admit, militate against stability or change. Their looming presence in a vast and backward population makes predictions about the future of this "second revolution" in China rather difficult.

In a modern French-style restaurant in a lavish Beijing hotel, a Chinese economist talks of the spirit of change as being infectious and strong. It worries the ideologues, he says, even as far away as Moscow, where they are watching this experiment closely and perhaps nervously, as they too attempt to face up to change in a Marxist-Leninist environment.

John R. Walker was formerly foreign affairs analyst of Southam News and China bureau chief from 1973-76. He recently spent four weeks in China again.

ARMS CONTROL DIGEST *By Jane Boulden*



■ Geneva Negotiations on Nuclear and Space Arms

On 15 January 1986, Soviet leader Mikhail Gorbachev revealed a new arms control proposal that offered to eliminate all nuclear weapons by the year 2000. The plan outlined three specific stages over a fifteen-year time frame.

Stage 1 would begin in 1986. The United States and Soviet Union would reduce the "arms that can reach each other's territory" by 50% and would agree to a mutual moratorium on nuclear testing. Both powers would also remove *all* medium-range missiles in the European zone, while France and Britain agree "not to build up" their nuclear arsenals. Most importantly, the United States and Soviet Union would agree to mutually renounce the development, testing and deployment of 'space-strike' arms.

Stage 2 begins in 1990 and calls for the other nuclear powers to join the reduction of arms, the ban on nuclear testing, and the ban on development, testing and deployment of 'space-strike' arms. The superpowers would complete their 50% reductions in this phase and *all* nuclear powers would eliminate their tactical nuclear weapons (those with a range of up to 1,000 km).

In Stage 3, beginning in 1995, all remaining nuclear weapons would be eliminated and a universal accord would be implemented to ensure nuclear weapons would not be built again.

There are a number of novel aspects to this proposal: a willingness to allow on-site inspec-

tions and to negotiate any other methods of verification; a new initiative on medium range missiles in Europe which comes very close to the American zero-option plan; and a willingness to have a medium-range missile pact *without* agreement on limiting SDI.

American officials have noted the above changes as positive steps but, as with previous offers, the overall Soviet proposal continues to hinge on stopping the American SDI program – a precondition the Americans still find unacceptable.

■ SALT II Compliance

On 23 December 1985 President Reagan sent a report to Congress detailing Soviet violations of arms control treaties. Of most concern are deployment of the mobile, single-warhead SS-25 missile and construction of a large phased array radar at Krasnoyarsk in the Soviet Union. The Americans charge that the SS-25 is a second "new" type of missile prohibited under SALT, and that the capabilities and location of the Krasnoyarsk radar violate the ABM Treaty. A decision on whether or not the U.S. will continue to comply with SALT limits will have to be made in May, when a new Trident submarine begins sea trials.

■ Disarmament Conference

The Conference on Disarmament in Geneva resumed negoti-

ations on 4 February 1986. The newest Soviet arms control proposal, outlined by Soviet leader Gorbachev in January, advocated the complete elimination of chemical weapons *and* their industrial bases. Gorbachev also stated that such a ban would be subject to international on-site inspections. Verification methods have previously been a major obstacle to success in this area: methods deemed essential by the United States were seen as too intrusive to the Soviet Union. Officials involved in the CD negotiations expressed hope that these significant changes in the Soviet position would open the way to progress on a chemical weapons accord. Little progress was reported in other areas of the CD.

■ Stockholm Conference

The Stockholm Conference (Conference on Confidence and Security-Building Measures and Disarmament in Europe or CDE) opened its ninth session on 28 January 1986. Again Gorbachev's January 15 arms proposal offered some interesting changes and thus the possibility for movement towards some form of agreement. Gorbachev backed off a previous demand that prior notification of naval exercises be given and implied that the Soviets would be more open to verification measures. The issues of prior notification of air exercises and the disclosure of the loca-

tions of military forces in Europe remain as possible sticking points.

■ MBFR

A new Western proposal was announced on 5 December 1985, the last day of the 37th Round of the MBFR negotiations in Vienna. It accepted the framework of the February 1985 Eastern proposal and, in a break from past Western positions, offered to go ahead with troop reductions *without* prior agreement on the current number of troops in the region. On that basis, the West suggested that there be an initial reduction of 5,000 American troops and 11,500 Soviet troops, within one year of the signing of an agreement. After initial reductions there would be a "collective no-increase" agreement which would last for three years, during which time negotiations would continue. Because of the lack of agreement on troop numbers before reductions, the West outlined comprehensive verification methods and suggested the establishment of a Consultative Commission to handle questions and interpretations of the agreement.

In his proposal of 15 January 1986, Soviet leader Gorbachev suggested that a framework for agreement was emerging in Vienna, and stated his willingness to agree to "reasonable verification" methods. The Eastern negotiating team has suggested initial reductions of 11,500 Soviet troops and 6,500 American troops, 1,500 more American troops than proposed in the Western plan. Although it is unlikely, after 13 years of negotiation, that agreement will be reached quickly, changes in positions on both sides suggest some form of agreement is more feasible than it has been in the past.

Early Warning

May 8	Fifth round of Geneva talks begins
May	Biological Weapons Convention Review Conference – Preparatory Committee meeting
June	Fifth round of Geneva talks end
June-August	Second half of the annual CD session
Summer/Fall	2nd Reagan-Gorbachev Summit, Washington, D.C.
September	Biological Weapons Convention Review Conference

REPORT FROM THE HILL *By Gregory Wirick*



■ Standing Committee on External Affairs and National Defence

On February 14, SCEAND tabled its final report, dealing with Canada-US defence cooperation and the May 1986 renewal of the North American Aerospace Defence (NORAD) agreement. SCEAND recommended that the NORAD agreement be renewed for an additional five-year term (expiring in 1991). It suggested that the government, "consider inviting the United States to issue at the time of the renewal a joint declaration reaffirming both countries' commitment to deterrence and strategic stability, as well as their support for the integrity of the ABM Treaty and a negotiation process leading to verifiable reductions of armaments."

This recommendation seemed to be in response to the numerous calls by disarmament groups and other witnesses to reinstate the so-called "ABM clause" that had been a feature of the NORAD agreement between 1968 and 1981 when it was removed. That clause stated that the agreement would "not involve in any way a Canadian commitment to participate in an active ballistic missile defence." The Committee concluded, however, that it did not accept any link between NORAD and ballistic missile defence, stressing that NORAD's mission was limited to airspace surveillance, air defense and ballistic missile warning.

This latest round of SCEAND hearings has not been smooth going. In December, US defence analyst William Arkin produced a list of titles of US-Canadian defence agreements that included eight titles deleted from the list given to Committee members. Although knowledge of the titles may not have made any real difference to SCEAND's deliberations, the deletions allowed the opposition to declare that pertinent information was being withheld from a responsible committee of the House of Commons. Their case was strengthened by the subsequent revelation that the eight titles had not been removed from the list provided to the same committee five years earlier during its 1980 review of NORAD.

Both the Liberals and the New Democrats were unhappy with the official SCEAND report and released unofficial 'minority reports' of their own. The NDP recommended: re-introduction of the clause precluding Canada's involvement in ballistic missile defence (BMD); a two-year, not a five-year, renewal of the NORAD Agreement; an end to the 'two hats' arrangement which made the Commander of NORAD also the Commander of the US Unified Space Command; and, full parliamentary consideration of any Agreement *before* it is signed. The Liberals supported the five-year renewal but recommended reinsertion of the BMD clause in order to show Canada's continued opposition to any participation in an active ballistic missile defence plan.

In the same report, SCEAND also called for a major re-equipment of Canada's maritime forces in the Pacific (and to a lesser extent in the Atlantic) and suggested the government consider negotiating with the US a

joint arrangement for the defence of the Arctic Ocean (such as underwater and other systems to detect submarines). In addition, it urged that the government launch "without delay" a Canadian space program to improve "the surveillance of our internal airspace, our land mass, and the oceans bounding Canada; our search and rescue capabilities; our communications and navigation systems; and to complement the surveillance, warning and communications capabilities of NORAD." This program would be "coordinated with other Canadian space initiatives under the general supervision of a Canadian Space Agency."

■ Joint Committee

The Special Joint Committee of the Senate and the House on Canada's International Relations continues its examination of the government's green paper on Canadian foreign policy. In the fall the Committee published six foreign policy themes in various newspapers and invited the public to submit their views by November 29, 1985. Based on these submissions, a series of hearings was arranged, beginning in Charlottetown on January 20 and continuing in Ottawa, Halifax, St. John's, Edmonton, Saskatoon, London, Toronto, Fredericton, Montreal, Quebec City, Vancouver, Whitehorse, Winnipeg, and Yellowknife. In each city, panels addressing specific topics were followed by testimony from those who had submitted briefs in the fall; there was, in addition, an opportunity for comments from the interested public. The Joint Committee's report is expected to be released by the end of May.

■ Reforms

The House of Commons passed in February a reform package which could fundamentally alter the way parliament works. Whereas in the past committee agendas chiefly reflected the government's concerns, future committees will be able to choose their own references, independent of government approval. Specifically, committees have now been empowered to review and report on:

- a) the statute law relating to the department assigned to them;
- b) the program and policy objectives of the department and its effectiveness in the implementation of same;
- c) the immediate, medium and long-term expenditure plans and the effectiveness of implementation of same by the department;
- d) an analysis of the relative success of the department, as measured by the results obtained as compared with its stated objectives; and
- e) other matters, relating to the mandate, management, organization or operation of the department, as the committee deems fit.

Among the other provisions of the parliamentary reforms, which came into effect on February 24, was the division of the Standing Committee on External Affairs and National Defence (SCEAND) into two separate standing committees of between 7 and 15 members each: one on external affairs and international trade and the other on national defence. It is expected that, with the increased reach of these committees, committee chairmen will enjoy more influence than in the past.

NEWS FROM THE INSTITUTE

■ **John R. Walker**, former foreign affairs correspondent for Southam News, is the Institute's first Public Programmes Fellow. The fellowship programme will bring to the Institute, for short stays, distinguished individuals who have contributed to the field of peace and security. Fellows will pursue their own interest, but will also carry out tasks for the Institute. As well as the journalistic community, Public Programmes Fellows will be drawn from non-governmental organizations, the education system and the government sector. Research Fellows come from the academic community and government departments. There are two Fellows currently in the Research section, **Wytze Brouwer** from the University of Alberta and **Gilles Grondin**, formerly with the Department of External Affairs.

■ The Institute is charged by the Act both to conduct research in the areas of peace and security, and to foster the public debate. The latter function distinguishes the Canadian Institute from most international institutes. This dual mandate has affected the ways in which we have organized ourselves: we are divided into Research, Public Programmes, Information and Administration, with an Executive wing overseeing the entire operation. **David Cox** is the Director of Research, **Nancy Gordon** the Director of Public Programmes, **Leslie Wake** is the Librarian and **Philip Lemieux** is the Chief of Administration. The Execution Director is **Geoffrey Pearson**, who is also a member of the Board.

■ **Teresa Toten** served the Institute as Secretary to the Board and Assistant to the Executive Director, during most of 1985. A family move took her to

UPCOMING EVENTS			
Date	Event	Sponsor(s)	City
April 17-18	'Conference on Air Defence'	University of Calgary Strategic Studies	Calgary
April 21-23	'Illusions and Realities in the nuclear age'	McGill University Department of Education	Montreal
April 24-26	Peace Festival and Symposium	End the Arms Race, The City of Vancouver	Vancouver
May 8-9	Conference: 'Sovereignty, Security and the Arctic'	York University Strategic Studies	Toronto
May 13	Seminar: 'Les scientifiques et la paix'	Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS)	Montreal
May 26-30	'Accidental Nuclear War: A Growing Risk?'	Science for Peace, University of BC	Vancouver
June 5-8	Conference: 'Fate of the Earth'	Fate of the Earth Committee	Ottawa

Toronto at the end of the year. When Teresa joined the Institute there were few staff members, systems were not in place, priorities had not been established. She was diligent and extremely patient in assisting both Board and staff in establishing programmes and processes. Replacing Teresa as Executive Assistant is **Fauzya Moore**, formerly with the Caribbean Community Secretariat in Georgetown, Guyana.

■ **UPDATE**, published in February 1986, and available from the Institute, contains information on the activities of our first year, 1985. We have also published three Background Papers, which can be obtained by writing to the Institute. The titles are: *Canadian Responses to the Strategic Defence Initiative*, by Gregory Wirick; *A Nuclear Freeze?*, by David Cox; and *Nuclear Winter*, by Leonard Bertin. We still have copies of the *First Annual Report* if readers wish to write for a copy. The *Second Annual Report* will be published in the summer.

■ Three Research Assistants are currently on staff at the Institute. Like the Fellows, Research Assistants are employed under a

short-term contract. Unlike the Fellows, Research Assistants do not pursue their own professional interests, unless those interests coincide with those of their supervisor. Assistants gain valuable research skills and knowledge; the Institute gains a dedicated work force, keen to perform all requested tasks. **Jane Boulden** from Queen's University, an arms control specialist, is the longest serving Research Assistant - she's been with us since early summer 1985. **Mark Neufeld** from Carleton and **Ian Burney** from McGill were Research Assistants at the Institute during 1985. Now in residence are **Steven Baranyi** from York and **Mary Goldie** from UBC.

■ The Executive Director, **Geoffrey Pearson** attended and spoke at student meetings at the University of Saskatchewan and at the University of Manitoba at the end of February and beginning of March. Earlier in February he addressed the UNA in Quebec City. In January he spoke to the Royal United Services Institute in Halifax and to a conference on Development and Peace at the University of Ottawa. In October and November, 1985, Mr. Pearson and **David Cox** tes-

tified before the Committee on External Affairs and National Defence when the latter were holding hearings on the renewal of NORAD. In December Dr. Cox visited the United Nations Disarmament Research Institute (UNIDIR) in Geneva, the Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), The Finnish Peace Research Institute (TAPRI) in Tampere, the Finnish Institute of International Affairs in Helsinki, The Danish Commission on Security and Disarmament Affairs in Copenhagen, and the Peace Research Institute in Oslo (PRIO).

■ Just prior to his death in October 1985, **General E. L. M. Burns** donated a part of his library to the Institute. We are pleased and honoured to be the recipients of General Burns' collection of books and articles on arms control subjects. We house many of his books in a main floor meeting room which now bears the name "The Burns Room."

■ Deadlines for Grants for 1986 are as follows:
1st quarter - 30 May, 1986
2nd quarter - 22 Aug. 1986
3rd quarter - 21 Nov. 1986

BIBLIOGRAPHY

There is an abundance of material written about the arms race, arms control, disarmament, defence and international conflict, much of it written from an American perspective. It is the purpose of this bibliography to direct readers to the best US and European sources, but especially to highlight material which presents the Canadian perspective on the issues of peace and security.

US and European Sources:

Reference texts: There are two annuals considered by independent researchers to be the most comprehensive sources of data on world armaments: *The Military Balance*, produced by the London-based International Institute for Strategic Studies (IISS), and the SIPRI Yearbook, from the Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). To order: *The Military Balance*, IISS, 23 Tavistock Street, London, UK. WC2E 7NQ. (US \$21.00). *World Armaments and Disarmament*, SIPRI, Taylor & Francis, Department B, 242 Cherry Street, Philadelphia, PA 19106-1906 (US \$51.00).

Periodicals: The following periodicals are sources of consistently high quality commentary on international peace and security issues:

ADIU Report. Armament and Disarmament Information Unit, Brighton, UK. A British perspective on arms control issues, published by a non-partisan research group at the University of Sussex. Features an annotated guide to books and articles, listed by subject. Address: Science Policy Research Unit, Mantell Building, University of Sussex, Falmer, Brighton, UK BN1 9RF (£ 12.00/year).

Arms Control Today. Arms Control Association, Washington, DC. An authoritative monthly providing a balanced overview of the US arms control policy debate. "Arms Control in Print," a regular feature, is a unique guide to periodical literature, annotated and organized by subject area. Address: 11 Dupont Circle, NW, Washington, DC 20036 (US \$ 25.00/year; \$10.00/students).

Aviation Week and Space Technology. McGraw-Hill, Inc., New York. Detailed, if somewhat overly optimistic, reporting on new weapons systems; research programs; and applications from foreign countries seeking US military assistance. Address: 1221 Avenue of the Americas, New York, NY 10020 (US \$ 60.00/year).

Bulletin of Atomic Scientists. Educational Foundation for Nuclear Science, Chicago, Illinois. A monthly founded in 1945 by scientists from the Manhattan Project; features the famous "Doomsday Clock", currently standing at 3 minutes to midnight. Articles provide concise and timely analyses of US defence and foreign policy, focusing primarily on nuclear arms control issues. Probably available in your public library, but if not, request that your librarian subscribe or obtain copies by an inter-library loan. Address: 5801 South Kenwood Avenue, Chicago, IL 60637 (US \$ 22.50/year).

Bulletin of Peace Proposals. Peace Research Institute, Oslo. The goals of PRIO's bulletin are "to motivate research, to inspire future oriented thinking, to promote activities for peace." Because the articles are submitted from all over the world, BPP presents an international perspective on the issues of peace and security. Address: Universitetsforlaget, P.O. Box 258, Irvington-on-Hudson, New York 10533(US \$ 46.00/year).

Defense Monitor. Center for Defense Information, Washington, DC. CDI is a lobby-group which "supports a strong defense [but] opposes excessive expenditures for weapons and policies that increase the danger of nuclear war." It advocates nuclear disarmament and a non-interventionist US foreign policy. Address: 303 Capitol Gallery West, 600 Maryland Avenue SW, Washington, DC 20024 (US \$ 25.00/year).

EAS Public Interest Report. Federation of American Scientists, Washington, DC. A well-researched and documented report on issues before the Congress in the US. Good summaries of technical advances. Address: 307 Massachusetts Avenue, NE., Washington, DC 20002 (US \$ 25.00/year).

Jane's Defence Weekly. Jane's Publishing Company Limited, London, UK. Provides up-to-date information on weapons technology, defense procurements, and military conflicts around the world. Address: Circulation Manager, 238 City Road, London EC1V 2PU (£ 70/year).

NATO Review. NATO Information Services, Brussels, Belgium. Put out every 2 months as a public service by the administration of the North Atlantic Treaty Organization; commentary on NATO-Warsaw Pact relations and arms control talks from a pro-West, pro-defence perspective. Address: Domestic Information Division, Department of External Affairs, 125 Sussex Drive, Ottawa, Canada K1A 0G2 (Free).

Quarterly Strategic Bibliography. QSB Publishers, Alexandria, Virginia. A useful guide to current articles on strategic affairs listed by journal, but with a subject index appended. Address: 1336 Kingston Avenue, Alexandria, Virginia 22302 (US \$ 105.00/year).

Canadian Periodicals:

Arms Control Chronicle. Canadian Centre for Arms Control and Disarmament, Ottawa. The Centre, founded in 1983, seeks to provide Canadians with well-researched information on arms control and disarmament, emphasizing "Canadian interests and opportunities for diplomatic initiatives." Every month, the Chronicle expertly summarizes recent developments in international negotiations, new weapons deployments and ongoing policy debates within Canada. Address: 151 Slater Street, Suite 710, Ottawa K1P 5H3 (free to members).

Behind the Headlines: Canadian Institute of International Affairs, Toronto. The goal of the CIIA is the "stimulation in Canada of a more informed opinion on international affairs and more particularly on Canada's international role and interests." The BTH series of monographs covers economic and social aspects of Canadian foreign policy, in addition to the political, diplomatic and defence areas. Address: 15 King's College Circle, Toronto, Ontario M5S 2V9 (Cdn \$ 6.00/year).

Canadian Defence Quarterly. Defence Publications, Toronto. From the editorial conviction that peace and security are maintained through military preparedness, CDQ covers developments in weapons technology, Canada's role in NORAD and NATO, and commentary on strategic and military thought. Address: 310 Dupont Street, Toronto, Ontario M5R 1V9 (Cdn \$ 20.00/year).

Canadian Spectrum. Toronto, Ontario. "Published twice a year as an educational and research review concerned solely with nuclear arms control issues." Presents opposing views on the nuclear arms debate, quoting experts in the field. Address: RR#1, Beeton, Ontario L0G 1A0 (Cdn. \$ 10.00/year).

Canadian Strategic Review. Canadian Institute for Strategic Studies, Toronto. CISS "seeks to satisfy a need for a body of informed opinion on strategic and national security issues and . . . to enhance the knowledge of the Canadian public on strategic matters." CSR is an annual review, but CISS produces a variety of other publications, listed in their catalogue. Address: 4th Floor, 185 Bloor Street East, Toronto, Ontario M4W 3J3 (free to members).

Conflict Quarterly. Centre for Conflict Studies, University of New Brunswick. "Dedicated to the promotion of peace and social harmony through study and understanding of international and internal conflict situations." A scholarly journal which can be found in the periodical section of most university libraries. Address: Fredericton, New Brunswick E3B 5A3 (Cdn \$ 15.00/year).

Disarmament Bulletin. Department of External Affairs, Ottawa. A newsletter reporting on UN activities, international conferences, arms control negotiations, and Canadian initiatives. Address: Arms Control and Disarmament Division, Department of External Affairs, Ottawa K1A 0G2 (free).

International Journal. Canadian Institute of International Affairs, Toronto. In each issue of this scholarly journal, all articles are focused on a particular theme. Available in most university libraries. Address: 15 King's College Circle, Toronto, Ontario M5S 2V9 (Cdn \$ 26.00/year).

International Perspectives. Ottawa. "A journal of opinion on world affairs." Contains a supplement called, "International Canada," from the Department of External Affairs. Address: P.O. Box 949, Ottawa K1P 5P9 (Cdn \$ 24.00/year).

Peace Magazine. Canadian Disarmament Information Service, Toronto. An evolution of CANDIS' newsletter, the Peace Calendar, with editorial contributions from many of the peace and justice activist groups across Canada. Address: P.O. Box 490, Adelaide Street Post Office, Toronto, Ontario M5C 2J6 (Cdn \$ 15.00/year).

Peace Research Abstracts. Peace Research Institute, Dundas. An extensive listing, published every two months, featuring short synopses (abstracts) of the current literature in the field of peace research. Available in the reference section of university libraries. Address: 25 Dundas Avenue, Dundas, Ontario L9H 4E5 (Cdn \$ 155.00/year).

Ploughshares Monitor. Institute of Peace and Conflict Studies, Waterloo. "Quarterly newsletter of Project Ploughshares, a working group on disarmament and development, sponsored by Canadian religious and civic organizations." One of the best Canadian publications aimed at a non-expert audience. Address: Conrad Grebel College, Waterloo, Ontario N2L 3G6 (Cdn \$ 20.00/year).

Thoughts on Peace and Security. Don Bates, Montreal, Quebec. "Offers concise information, analyses, and reflections on our quest for security in the nuclear age." Published every two months, this unique four-pager provides insightful, moderate, and lucidly reasoned commentary on Canadian foreign and defence policies. Address: P.O. Box 608, Victoria Station, Montreal, Quebec H3Z 2Y7 (Cdn \$ 11.00/year).